LA COMMUNE DE PARIS 1871-1971

CAHIERS MARXISTES



Revue trimestrielle N° 9 3° année/Mars avril-mai 1971 Editée sous le patronage e la Fondation Joseph Jacquemotte

Comité de réduction

Augustin Duchâteau Muurice Haber Pierre Joye René Louncy Jacques Moins Jules Raskin Claude Renard Roger Somville Jean Terive

Rédacteur en chef :

Sécurité européenne

Le problème de la sécurité européenne est, dans le moment présent, un des problèmes essentiels de la politique internationale.

Il l'est d'autant plus que le développement d'une série d'éléments, que nous aurons l'occasion d'examiner dans la suite de cet article, lui confère un aspect dynamique qui tranche avec la période de longue stagnation que nous avons connue depuis 1948.

Il est utile toutefois avant d'en aborder les données concrètes de bien le restituer dans son cadre général.

Nonobstant les efforts entrepris de divers côtés pour obscurcir et diluer les lignes de forces fondamentales de la politique internationale, il faut s'efforcer de revenir à l'essentiel.

La vie internationale depuis la fin de la seconde guerre mondiale est dominée par l'opposition impérialisme-socialisme.

C'est l'expression de la lutte des classes à l'échelon international.

Dans une période, marquée comme la période présente, par l'ampleur des changements économiques et sociaux qui se produisent quasi dans tous les coins du monde, par la rapidité de leur évolution, par les conséquences qu'exercent sur eux la révolution des sciences et des techniques, la notion du caractère global de la politique internationale s'est accentuée d'une façon extraordinaire. Les interactions entre événements se multiplient et se diversifient et de nombreux problèmes fondamentaux de la politique mondiale se posent de façon nouvelle.

Il n'en demeure pas moins que chaque événement, même très localisé dans ses apparences, subit l'influence de l'opposition impérialisme-socialisme en même temps qu'il rétroagit sur elle.

L'exemple est probant pour n'importe quelle lutte de libération nationale se produisant en l'un quelconque des endroits du globe comme d'ailleurs pour tout mouvement important d'émancipation économico-sociale.

Il en découle que la notion du caractère indivisible de la Paix a acquis une importance particulière.

Il est évident toutefois que si tout événement en n'importe quelle région agit dans un sens positif ou négatif sur toute la situation internationale, le volume de cette influence est fonction de l'importance économique et politique du secteur concerné et de l'ampleur des rapports qui le lient aux autres régions.

Cette notation est particulièrement à retenir lorsque nous abordons les problèmes européens.

Sans doute avons-nous assisté au cours de ces vingt-cinq dernières années à une modification des secteurs essentiels de la politique internationale. Sans doute le secteur Europe ne joue-t-il plus comme il l'a fait pendant longtemps le rôle de secteur si non unique tout au moins essentiellement dominant.

Les Etats-Unis ont pris la relève des pays de l'Europe occidentale et se sont imposés comme force maîtresse de l'impérialisme.

D'autre part les oppositions antiimpérialistes se sont marquées avec le plus de force en Asie, en Amérique latine, au Moyent-Orient et même en certains endroits d'Afrique.

Nonobstant ces transformations, l'Europe continue à être une région de première importance pour de multiples causes.

C'est elle qui demeure le principal centre des contradictions politiques mondiales. C'est sur son territoire que sont directement en présence les systèmes organisés de l'impérialisme et du socialisme. C'est l'endroit où est concentrés l'essentiel de leurs forces politiques et militaires. C'est là aussi qu'existent des problèmes en suspens, sources toujours possible d'affrontements majeurs.

Toute quetion importante de la politique internationale se relie inévitablement au complexe européen. Les contradictions impérialisme-socialisme s'y manifestent en permanence.

Ce sont les pays socialistes d'Europe qui constituent le noyau du système socialiste mondial.

Pour le surplus l'Europe demeure une force économique et sociale de première importance. Elle fourni: plus de la moitié de la production industrielle mondiale. C'est sur son territoire que vivent, travaillent et luttent dans des formes organisées plus de 50 % de la classe ouvrière du monde.

Ajoutons enfin que l'Europe est l'endroit où existent les risques les plus grands d'un affrontement majeur entre impérialisme et socialisme. Il est en effet improbable qu'un incident grave se produisant sur le théâtre européen puisse être limité et contenu dans le cadre d'un conflit localisé.

En raison des systèmes d'alliance très élaborés que sont l'O.T.A.N. et le Pacte de Varsovie, d'un certain automatisme de leur fonctionnement, en raison de l'ampleur des forces militaires directement en présence et du potentiel d'armement dont elles diposent, il est quasi inévitable qu'un incident dégénère immédiatement en conflit généralisé.

Non seulement conflit généralisé mais guerre où dans un très bref délai on aurait immanquablement recours aux moyens de destruction massive, c'est-à-dire aux armements nucléaires. Ne perdons pas de vue que les U.S.A. ont entreposé en Europe occidentale — principalement en République fédérale Allemande — un formidable arsenal d'armes nucléaires qu'il peuvent mettre à la disposition des forces armées de l'O.T.A.N.

L'éclatement en Europe d'un conflit thermonucléaire aurait d'incalculables conséquences. Elles ne se limiteraient pas à l'Europe, elles rétroagiraient dans tous les coins du monde.

Depuis 1948 la base de la politique impérialiste en Europe et plus spécialement la base de la politique des U.S.A. a été celle des positions de force.

La politique américaine a conduit à la division de l'Europe en deux groupements militaires et politiques dressés l'un contre l'autre.

Elle implique : une solide implantation militaire des U.S.A. en Europe base d'une puissante coalition des pays non communistes dont les Etats-Unis gardent la direction et le contrôle, la mise en place de structures économiques unifiées servant de support à l'alliance militaire, l'octroi à la République fédérale allemande d'un rôle privilégié en raison de ses possibilités en matière économique et militaire.

Cette triple orientation était imposée comme ligne directrice de la politique de toutes les puissances occidentales. Elle conduisait à la réalisation d'un équilibre armé comme base de la sécurité en Europe.

Elle assurait la préoccupation des Etats-Unis de garder en main la direction de la politique des pays capitalistes européens et bloquait toute tentative pour l'Europe de réaliser sa véritable unité. Cette politique fut rendue possible aussi longtemps qu'elle s'appuya sur le mythe de la menace militaire soviétique, mythe soigneusement entretenu et qui malheureusement exerça une influence profonde au sein des masses progressistes et même au sein d'une partie importante du mouvement ouvrier des pays capitalistes occidentaux. Il en résulta la longue période dite de guerre froide avec la mise sur pied de ses structures propres que sont l'O.T.A.N. et par après, comme contrepartie inévitable et nécessaire le Pacte de Varsovie.

Depuis un certain temps déjà s'est amorcé un processus de transformation profonde. Il est apparu à la plupart des pays de l'Europe occidentale que le système politique et militaire imposé par les U.S.A. sous le couvert de la menace d'une agression soviétique ne correspondait pas à une situation réelle, qu'il n'assurait pas la sécurité dont ils ont besoin, qu'au contraire il entraînait pour eux une série de servitudes et de charges inutiles et les mettait hors d'état de poursuivre une politique conforme à leurs intérêts fondamentaux.

Tout d'abord la perpétuation de la guerre froide maintient non seulement une politique permanente d'armement mais entraîne une course ininterrompue au surarmement sous prétexte de conserver à tous prix un indispensable équilibre militaire entre les blocs antagonistes. Ce surarmement est la source de charges improductives dont le poids devient de plus en plus difficilement supportable, d'autant qu'on n'en aperçoit pas le terme. Il est devenu clair que l'idée de s'assurer une supériorité militaire et stratégique sur l'adversaire est un mythe; que les pays socialistes ont rétabli l'équilibre dans ce domaine, équilibre qu'ils ont en mesure de maintenir et même dans certains secteurs de déplacer en leur faveur.

Dès lors l'accumulation et le perfectionnement des armements, loin d'assurer la sécurité, multiplient et aggravent les risques de conflits avec la perspective quasi certaine de voir ces conflits déboucher sur un affrontement majeur thermonucléaire.

D'autre part la dépendance militaire dans laquelle se trouvent les pays membres de l'O.T.A.N. vis-à-vis des U.S.A. risque de les entraîner dans des entreprises voulues par les seuls Etats-Unis dans le cadre de leur politique de domination mondiale.

Nous avons vécu le cas de la guerre de Corée. Les risques ne sont pas écartés pour le Sud-Est Asiatique ou le Moyen-Orient. Ils ne manqueraient pas de s'accentuer si les Etats-Unis couraient un danger d'échec dans un autre coin quelconque du monde, perspective qui n'est nullement à écarter.

Dans un autre domaine les pays de l'Europe occidentale ont un besoin pressant de combler le retard qu'ils ont vis-à-vis des U.S.A. en matière économique, technique et commerciale. Leur dépendance politique et militaire à l'égard des Etats-Unis et les astreintes de la politique des blocs font obstacle au développement d'une large politique de coopération avec l'ensemble des pays européens qu'ils soient capitalistes ou socialistes.

Ces divers facteurs ne sont pas nouveaux. Ils existent depuis l'origine de la politique atlantique.

Ils n'ont pas eu une influence déterminante dans une période qui s'est clichée sur un rapport de forces déterminé et qui a engendré les structures politico-militaires basées sur ce rapport de forces.

Mais nous sommes précisément à un moment où les modifications intervenues entre 1950 et 1970 commencent à produire leurs effets, font apparaître comme anachroniques les structures de la guerre froide, font éclater leurs aspects négatifs et contraignent à sortir de l'immobilisme et à rechercher des solutions nouvelles.

Ces modifications sont d'ordres divers.

Il y a tout d'abord un certain affaiblissement des Etats-Unis. Ceux-ci n'occupent plus la même position et ne disposent plus des mêmes possibilités qu'il y a vingt ans. Sans doute restent-ils de loin encore la plus grande puissance impérialiste, disposent-ils d'un potentiel économique et financier exceptionnel, constituent-ils la grande force militaire du monde capitaliste y détenant seule la plénitude de l'armement nucléaire.

Sans doute leur politique reste-t-elle dominée par la préoccupation d'asseoir leur hégémonie mondiale, de faire obstacle par tous les moyens à l'extension et au développement du socialisme, de contenir les mouvements d'émancipation et de libération nationale.

Sans doute visent-ils à s'assurer les principales sources de matières premières en dominant les pays producteurs, à ouvrir à leurs capitaux disponibles le maximum de débouchés lucratifs, à garantir l'exportation massive de leurs productions industrielles.

Il n'en demeure pas moins qu'ils se heurtent à des difficultés et qu'ils ne disposent plus d'une maîtrise quasi totale.

Sur le plan extérieur ils subissent de durs échecs dont le plus marquant est l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de régler à leur profit les problèmes du Sud-Est asiatique. Ils sont aux prises en Amérique latine, qui jusqu'ici était leur champ d'expansion prioritaire, à des difficultés multiples qu'ils ont peine à maîtriser. Les mouvements de libération s'y développent sous le signe de la lutte contre l'impérialisme yankee et le risque de voir des pays entiers échapper à leur emprise s'accentue de plus en plus.

Au Moyen-Orient — région pourtant pour eux d'une importance économique et stratégique capitale — ils sont sur la défensive et ne sont pas en mesure de contenir les poussées d'indépendance qui animent un grand nombre d'Etats arabes.

En matière d'armements et en ordre principal en matière d'armements nucléaires, ils ne disposent plus de la supériorité absolue dont ils disposaient dans la période 1945-1950. Les pays socialistes ont rétabli l'équilibre, le maintiennent et même dans certains secteurs s'assurent la supériorité. Il en résulte pour les U.S.A. une quasi impossibilité de prendre les risques d'un affrontement majeur sur le plan militaire dans la crainte de l'ampleur d'une riposte qu'ils n'ont pas les moyens d'empêcher et qui risquerait de détruire en quelques instants tous les centres vitaux de leur pays.

C'est d'ailleurs là dans le moment présent une des données essentielles de la politique mondiale.

D'autre part l'assistance dominatrice consentie par les Etats-Unis aux pays capitalistes d'Europe occidentale et d'Asie, au lendemain de la II^{*} guerre mondiale, pour tenter d'éviter qu'ils ne s'engagent dans la voie de transformations économico-sociales fondamentales, a eu pour effet de revigorer certains impérialismes qui, en raison des lois internes de développement du capitalisme, se trouvent vis-à-vis de l'impérialisme américain en situation de concurrence. C'est le cas plus particulièrement pour le Japon et la République fédérale allemande.

L'ensemble de ces éléments négatifs ont influé sur la situation intérieure des Etats-Unis. L'immense potentiel économique du pays ne peut être utilisé à fond. Le chômage est en montée. Ce fléchissement lié à des charges militaires en croissance constante et à l'obligation de soutenir en de multiples endroits des régimes dépendants se trouvant en difficulté, provoque un ébranlement de la situation monétaire.

Ajoutons au surplus un avivement des oppositions internes nées d'une radicalisation du mouvement noir et d'une contestation de la politique extérieure des U.S.A.

Parallèlement à cet affaiblissement des U.S.A., et conséquence d'ailleurs de celui-ci, est apparu à l'échelon européen un certain relâchement des liens de dépendance existant entre les Etats-Unis et plusieurs pays capitalistes européens.

N'amplifions pas le phénomène. Il n'a rien d'une rupture, loin s'en faut. Il marque une tendance et il est d'ailleurs variable d'un pays à l'autre. Dans le fait il est fonction des possibilités politiques et économiques de chacun et de l'ampleur de ses liaisons avec les U.S.A.

Néanmoins un certain nombre d'idées ont pris de plus en plus corps.

- La situation internationale et surtout l'inexistence d'un danger réel d'agression émanant des pays socialistes justifient mal les astreintes directes et indirectes résultant de l'intégration dans l'O.T.A.N.
- Le maintien de la politique des blocs avec toutes les conséquences qu'il entraîne au lieu d'être un garant de la sécurité européenne, risque au contraire d'accroître les risques d'un conflit.
- Il apparaît comme possible d'engager avec les pays socialistes un ensemble de négociations susceptibles de résoudre par des pourparlers les grands problèmes européens.
- La conclusion d'un traité européen de sécurité collective ouvrirait des possibilités de coopération extrêmement vastes entre l'Est et l'Ouest dans

tous les domaines, il conférerait à cette grande Europe une importance accrue, la mettrait en mesure de combler l'écart qui la sépare des Etats-Unis, spécialement en matière technique et scientifique.

Depuis un temps déjà et plus spécialement depuis 1966 ces idées se sont exprimées avec plus ou moins de force dans les divers pays capitalistes de l'Europe occidentale qu'ils soient neutres ou qu'ils soient intégrés à l'alliance atlantique.

Elles sont le reflet d'une réévaluation du rapport des forces par certains milieux capitalistes européens et d'une tendance chez ceux-ci à rechercher les bases d'un certain développement autonome qu'ils estiment possible en raison de leur renforcement économique et d'un affaiblissement des positions américaines.

Les exemples les plus typiques de cette orientation sont ceux qui ont été donnés par la France et la République fédérale allemande.

Le gouvernement gaulliste en retirant les troupes françaises de l'O.T.A.N. et en exigeant le départ de l'état-major et des installations otaniennes a indubitablement marqué une certaine volonté de rupture avec la politique antérieure.

Cette décision s'accompagnait d'ailleurs d'une ouverture de négociations avec l'Union soviétique et la Chine populaire en vue de l'établissement d'une coopération économique, technique et scientifique.

Ces actes n'étaient nullement l'expression d'une politique personnelle du général de Gaulle, tout au plus portaient-ils la marque de son sens des réalités et des perspectives. Ils se faisaient avec l'assentiment d'une partie importante des milieux dirigeants de la grande bourgeoisie française. Ceuxci se croyaient en mesure de prendre quelque distance à l'égard des Etats-Unis et de s'engager dans la voie d'une certaine autonomie. Ils comptaient en prenant les premiers le départ pouvoir s'assurer l'avantage sur d'autres partenaires européens et jouer les premiers rôles dans une réorganisation de la politique européenne qu'ils estimaient possible et souhaitable.

S'il apparaît à l'expérience que la tentative était peut-être prématurée et qu'elle ne correspondait pas aux capacités économiques réelles de la France, il n'en demeure pas moins que d'une part elle a été un des moments marquants d'une évolution en cours et qu'elle a contribué à en révéler les possibilités et les orientations.

Plus typique encore, parce que mise en œuvre par la plus importante des puissances capitalistes de l'Europe occidentale et parce que débouchant sur des résultats plus tangibles, est la politique développée par le chancelier de la République fédérale allemande W. Brandt sous le nom de politique d'ouverture à l'Est.

Elle émane d'un pays dont la constitution même est liée à la politique de guerre froide, dont le redressement et le développement prioritaires ont été voulus et entretenus par les U.S.A., dont la mission essentielle a toujours été de servir de fer de lance à l'Alliance atlantique et de constituer la base principale de départ de toutes les entreprises menées contre l'Est.

Pendant 20 ans la R.F.A. a été l'exécutante fidèle et l'alliée inconditionnelle des U.S.A. L'orientation de sa politique a constitué une menace permanente, c'est d'elle que sont nés tous les risques de conflit. Elle a fait obstacle à toutes les tentatives de détente. Elle a été la protagoniste archarnée du maintien et du renforcement continu de l'Alliance atlantique.

Cette politique lui a valu l'appui massif des U.S.A. et des autres pays

capitalistes d'Europe. Elle lui a permis d'assurer son redressement économique dans un temps extrêmement bref et de s'imposer comme la puissance dominante de l'Europe capitaliste.

Et cependant c'est elle qui vient de s'engager dans une politique concrète de détente avec l'Est dont les étapes marquantes sont la conclusion d'un accord avec l'U.R.S.S., d'un accord avec la Pologne, de l'ouverture de négociations avec la Tchécoslovaquie, de conversations avec la République démocratique allemande.

Pas plus la politique de Brandt que celle de Gaulle ne sont essentiellement inspirées par des options idéologiques ou humanitaires. Elle s'appuie sur une volonté préméditée d'une partie importante de la grande bourgeoisie allemande, même si le grand parti de cette bourgeoisie fait opposition à l'ouverture à l'Est.

Faisant une juste appréciation des modifications intervenues dans la situation internationale, les dirigeants de l'Allemagne fédérale se rendent compte que la continuation de la politique atlantique risque de les conduire dans une impasse et peut-être même de créer les conditions d'une III[®] guerre mondiale dont inévitablement leur pays sortirait anéanti. Par contre une politique de rapprochement avec l'Est permettrait l'organisation d'une coopération très large en matière économique, scientifique et technique, leur ouvre des débouchés nouveaux, crée les bases d'un développement économique autonome et du coup consolide davantage la position dominante qu'ils occupent au sein de l'Europe capitaliste.

Cette orientation nouvelle n'a été possible qu'en raison d'un certain affaiblissement des U.S.A. et d'un développement de la force économique de la R.F.A.

Notons toutefois dès à présent que ces tentatives de dégagement entreprises par la France d'abord, par la R.F.A. ensuite, ne constituent pas encore la politique dominante de ces deux pays. Ils sont très loin d'avoir rompu avec les U.S.A., ils ne désirent d'ailleurs pas le faire et ils subissent d'intenses pressions pour les maintenir dans l'orthodoxie atlantique. Nous reviendrons sur ce point quand nous aborderons le chapitre des difficultés auxquelles se heurtent l'organisation d'une véritable politique de sécurité européenne.

Si un affaiblissement relatif des U.S.A. et le développement au sein de certaines couches de la bourgeoisie des pays occidentaux de velléités d'une politique plus autonome contribuent à créer les conditions d'une transformation profonde de la politique européenne, il n'en demeure pas moins que l'élément essentiel de cette évolution est la politique inlassable menée depuis 15 ans par les pays socialistes, s'appuyant sur les partis communistes et les force pacifistes et progressistes, en vue de mettre un terme à la guerre froide et de déboucher sur l'organisation d'une véritable sécurité collective européenne.

Dans le cadre de la politique de coexistence pacifique qu'ils mènent à l'échelon mondial, les Etats socialistes se sont attachés d'une façon plus particulière à dégager les bases réalistes d'une solution à l'échelle de l'Europe. Ils le font non sur la base d'une conception anachronique de l'« eurocentrisme », ni avec l'arrière pensée de régler les problèmes européens au détriment des autres problèmes de la politique mondiale mais en raison même de l'incidence capitale des problèmes européens sur le système tout entier des rapports internationaux dans le moment actuel.

Il n'est pas douteux que l'organisation d'une véritable sécurité collective européenne aurait un portée inestimable sur les destinées du monde entier et exercerait sur elles une influence directe. La coopération économique, technique et scientifique des pays les plus avancés, en même temps qu'elle assurerait un développement nouveau et accéléré, permettant de relever le niveau de vie général constituerait une des meilleures garanties du maintien de la paix entre les peuples.

Un traité limité à l'Europe au départ aurait valeur d'exemple et créerait les conditions de l'adoption de mesures plus universelles conduisant par étapes au désarmement général et contrôlé. Il ouvrirait le chemin à l'instauration d'une paix durable bien au-delà des frontières de l'Europe.

La liquidation des blocs militaires et la disparition des bases militaires étrangères installées en Europe, porteraient un coup fatal au système des blocs agressifs organisés par l'impérialisme en divers endroits du monde et favoriseraient la lutte de chaque peuple contre les bases militaires impérialistes sur lesquelles s'appuie la domination colonialiste et néocolonialiste.

En même temps le blocage de la course au surarmement et l'adoption de mesures de désarmement effectif dégageraient des ressources immenses englouties jusqu'ici dans la préparation à la guerre et créeraient les possibilités de les utiliser pour une aîde de grande envergure aux pays en voie de développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Nous insistons sur ces points parce qu'ils aident à voir l'interdépendance réelle des problèmes. Ils font apparaître l'inanité de certaines conceptions radicalisantes qui opposent l'action pour la sécurité européenne à l'action pour la libération des peuples coloniaux et dépendants et qui présentent la sécurité européenne comme une sorte d'accord réalisé entre pays riches au détriment des pays pauvres.

La lutte pour la sécurité collective européenne s'inscrit dans la ligne d'une politique adoptée par l'Union soviétique depuis sa fondation. Elle l'a développée dans l'entre-deux-guerres en vue précisément de tâcher d'éviter l'éclatement de la II" guerre mondiale. Pour des raisons de classe, la France et l'Angleterre lui préférèrent la politique des accords avec le fascisme italien et allemand.

Lorsqu'au lendemain de la II* guerre mondiale iI fut clair que, sous l'impulsion des Etats-Unis, on s'acheminait vers une politique préméditée de division de l'Europe, d'affrontement Est-Ouest conduisant à ce qu'on a appelé la guerre froide, l'Union soviétique et les pays socialistes ont multiplié leurs efforts pour opposer au système des blocs militaires antagonistes celui d'une sécurité négociée à l'échelon de l'Europe entière.

Il serait fastidieux de faire l'énuméré complet des innombrables propositions mises en avant. Nous nous bornerons à citer les principales. En 1954 proposition faite par l'U.R.S.S. à la Conférence des Ministres des Affaires étrangères à Berlin de la conclusion d'un traité européen de sécurité. Il y fut répondu par l'inclusion de la R.F.A. dans le Pacte atlantique.

En 1955 à la Conférence des 4 puissances à Genève, projet soviétique d'établissement d'un système de sécurité collective européenne avec dissolution des blocs militaires et adoption d'un ensemble de mesures assurant la détente et favorisant la coopération.

Dans les années qui ont suivi se sont succédé une série de propositions visant à rendre possibles la dissolution de blocs militaires, un retrait des troupes américaines et soviétiques de divers pays européens, une neutralisation de l'Allemagne.

Le Ministre des Affaires étrangères polonais proposa un plan d'ensemble, appelé Plan Rapacki, tendant à créer une zone dénucléarisée englobant les deux Etats allemands, la Pologne et la Tchécoslovaquie avec mesures de contrôle correspondantes. Des propositions nouvelles, allant dans le même sens, furent mises en avant par Gomulka.

Il y a eu durant 10 ans un effort constant et répété pour offrir des solutions positives, présentées comme bases de discussion et susceptibles de modifications et d'adaptations dans un cadre de négociations.

Cet effort s'est heurté à un refus obstiné des principales puissances atlantiques. Manifestement elles entendaient se dérober à tout débat se situant dans une optique de liquidation des blocs militaires et de réalisation d'une sécurité collective européenne. Tout semblait subordonné à la préoccupation de la reconduction et de la perpétuation de l'Alliance atlantique.

Malgré ce climat d'hostilité persistante, les Etats membres du Pacte de Varsovie, réunis en août 1966 à Bucarest, ont présenté un plan d'ensemble contenant une série de mesures concrètes susceptibles de fournir les bases d'une sécurité européenne d'un type nouveau.

Il est utile de rappeler les suggestions principales contenues dans le document de Bucarest car en fait elles constituent les bases sur lesquelles se sont engagées depuis 5 ans les conversations et négociations diverses relatives à la réunion d'une Conférence des Etats sur la sécurité européenne.

La déclaration n'est pas présentée comme un ultimatum mais comme base d'un dialogue général à ouvrir entre tous les pays européens y compris ceux qui ne sont pas engagés dans le système des blocs militaires.

Elle suggère :

- de favoriser par tous les moyens le développement des relations de bon voisinage sur la base du principe de coexistence pacifique entre Etats à systèmes sociaux différents, sans aucune discrimination;
- de procéder à la dissolution simultanée des alliances militaires qui seraient remplacées par un système de sécurité collective.

Toutefois si la mesure n'apparaissait pas comme immédiatement réalisable, on pourrait commencer par réaliser un accord de principe, la recherche des formes nouvelles de sécurité faisant l'objet de pourparlers bilatéraux ou multilatéraux.

- de dégager certaines mesures limitées comme la liquidation des bases militaires étrangères, le retrait des troupes cantonnées en territoire étranger, la réduction concertée des effectifs militaires des deux Etats allemands, la création de zones dénucléarisées, etc.
- de bannir tout moyen permettant à la R.F.A. d'accéder à l'armement nucléaire :
- de reconnaître l'intangibilité des frontières existant réellement entre les Etats européens;
- de rechercher un règlement pacifique du problème allemand en partant de la réalité de l'existence de deux Etats allemands;
- de soumettre l'examen de l'ensemble de ces problèmes à une Conférence réunissant touts les Etats européens.

La déclaration de Bucarest est intervenue au moment où commençait à prendre corps le processus de transformation de la situation européenne et internationale dont nous avons parlé au début de cet article.

Déjà en avril 1967, au moment où s'est réunie à Karlovy Vary la Conférence des partis communistes et ouvriers d'Europe, celle-ci pouvait constater à juste titre que « d'importants changements se produisent dans l'opinion publique européenne qui prend conscience de la stérilité et du danger de la politique impérialiste de division de l'Europe ».

Ce mouvement a été en se développant. Il a suscité diverses initiatives nationales et internationales. Un débat s'est ouvert dans de nombreux pays notamment dans les pays scandinaves, en Belgique, en Italie, en France et aussi en République fédérale allemande.

Il a gagné les grandes organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, il a retenu l'attention des milieux chrétiens.

L'intérêt essentiel s'est progressivement centré sur la suggestion de réunir une Conférence de tous les Etats européens, conférence consacrée à l'examen du problème de sécurité et de coopération pacifique.

Le caractère réaliste et constructif de cette proposition est à ce point évident qu'il a rendu quasi impossible des prises de position hostiles. Elle a forcé le mur du silence. Elle a entraîné des réactions d'un nombre important de gouvernements européens.

Des contacts exploratoires bilatéraux et même multilatéraux ont été entrepris dans lesquels certains gouvernements, entre autres les gouvernements finlandais, autrichien, danois, italien et belge ont joué un rôle non négligeable.

En réalité une très vaste action diplomatique est en cours depuis 1967 autour de la sécurité collective européenne et plus concrètement autour de la tenue d'une Conférence des Etats.

Le dégagement de formes nouvelles de sécurité et de coopération correspond à la tendance générale de développement du continent européen ainsi qu'aux besoins vitaux des peuples qui le composent. Des courants nombreux se développent dans ce sens et tout porte à croire qu'ils iront en s'élargissant.

Cette orientation se heurte à une opposition des Etats-Unis. Elle va à l'encontre de la ligne anticommuniste et antisoviétique qui demeure la base fondamentale de leur politique.

Un accord intereuropéen priverait les U.S.A. de la tête de pont que constitue pour eux l'Europe occidentale. Pour le surplus il conférerait à l'Europe une force économico-politique susceptible de faire obstacle à la volonté d'hégémonie mondiale qui depuis la fin de la II° guerre mondiale anime l'impérialisme américain.

L'instrument principal de la résistance américaine à une nouvelle politique, c'est l'O.T.A.N. C'est la raison pour laquelle chaque réunion de l'Alliance atlantique est marquée par le développement de manœuvres tendant à empêcher ou tout au moins à freiner ou à retarder la tenue d'une Conférence. Parallèlement à cette action menée à travers l'O.T.A.N. il y a le recours aux moyens de pression dont les Etats-Unis disposent vis-à-vis de la plupart des gouvernements des pays de l'Europe occidentale, en raison des liens de dépendance politiques, militaires, économiques existant entre eux.

De là un double courant, dont les deux orientations contradictoires ballottent les activités diplomatiques de la plupart des gouvernements de l'Europe occidentale.

Il n'y a plus une opposition de principe à la tenue d'une Conférence européenne. Même les U.S.A. ne semblent pas en mesure de pouvoir l'empêcher. Mais les manœuvres se multiplient pour bloquer sa préparation et pour retarder la date.

Tantôt on refuse de dépasser le stade des conversations bilatérales. Tantôt on s'inquiète des objectifs trop vastes assignés à la conférence. Si des concessions sont faites sur ce point, on estime alors l'ordre du jour trop étroit. A l'idée d'une conférence on oppose celle de la nécessité de plusieurs conférences.

Dernier recours, la méthode des préalables.

Nécessité avant de se réunir d'avoir réglé une série de problèmes litigieux : frontières Oder-Neisse, rapports soviéto-allemands et, suprême recours, le problème de Berlin où les manœuvres sont d'autant plus aisées qu'une solution réclame l'accord simultané des deux Allemagnes, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Union soviétique et des Etats-Unis.

On ne se borne même pas aux préalables européens, d'aucuns mettant en avant la nécessité d'une solution favorable des négociations américanosoviétiques sur l'armement nucléaire ou les solutions des problèmes du Moyen-Orient et du Sud-Est asiatique.

Avec une patience inlassable les pays socialistes se sont efforcés de surmonter les obstacles et de rencontrer les objections dont le fondement paraissait reposer sur des bases sérieuses.

C'est ainsi qu'en octobre 1969 la proposition fut faite de ramener l'ordre du jour d'une Conférence à deux points essentiels : garantie de la sécurité européenne et renoncement à l'emploi de la force ou à la menace d'y avoir recours dans les relations entre les Etats européens — extension des relations commerciales, économiques et scientifico-techniques sur la base d'une entière égalité en droit en vue de développer la coopération politique.

Au cours d'échanges bilatéraux il fut précisé et accepté que les deux Allemagnes seraient représentées sur un pied d'égalité entre elles et avec les autres pays d'Europe. Un accord s'est dégagé également sur la présence des Etats-Unis et du Canada à la conférence paneuropéenne. L'idée de faire suivre la première conférence d'une série d'autres pour régler des problèmes particuliers et celle de constituer un organisme permanent chargé des questions de la sécurité et de la coopération ont été admises.

Le point des résultats acquis a été fait en juin 1970 dans le Memorandum rédigé à Budapest par les pays du Pacte de Varsovie et adressé à à tous les pays intéressés.

Des précisions furent apportées sur les tâches et les méthodes de fonctionnement d'un organisme permanent de sécurité et de coopération.

Accord fut donné pour procéder à l'étude de la réduction des forces armées étrangères se trouvant sur le territoire des Etats européens.

Acceptation d'étendre le champ de la coopération aux questions culturelles et d'environnement.

Accord également sur la diversité de formes que pourrait revêtir la préparation d'une Conférence.

A juste titre l'accent était mis dans le memorandum sur la nécessité de commencer au plus tôt les travaux préparatoires et de mettre fin aux artifices de procédure pour chercher d'interminables atermoiements.

Le dernier semestre de 1970 a été marqué par une série d'événements diplomatiques de première importance qui contribuent à éliminer des obstacles et à créer les conditions favorables à la tenue d'une conférence paneuropéenne.

C'est tout d'abord la signature du Traité entre l'Union soviétique et la République fédérale allemande.

La renonciation du recours à la force, l'acceptation de l'intangibilité des frontières européennes, la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse et l'engagement de contribuer à la normalisation de la situation en Europe comme base d'un traité entre l'U.R.S.S. et la R.F.A. sont le signe indubitable de l'ampleur du chemin parcouru et des transformations politiques en cours à l'échelle européenne.

Jusqu'à ces derniers temps la R.F.A. avait été la pièce maîtresse du dispositif américain en Europe et l'un des instruments essentiels de la « guerre froide ».

La signature du traité U.R.S.S.-R.F.A. fut suivie du voyage du Président Pompidou en U.R.S.S. qui, sans avoir une signification identique, marquait néanmoins le souci de la France d'envisager l'organisation de la sécurité européenne sur des bases nouvelles.

Il y eut ensuite la signature du traité entre la Pologne et la R.F.A. Il apporte une solution favorable au règlement du problème de la frontière Oder-Neisse, problème qui pendant plus de 20 ans fut utilisé comme moyen de bloquer toute initiative de détente.

L'ampleur même des résultats acquis et les risques qu'ils constituaient pour la politique des U.S.A. ont entraîné une réaction en sens inverse.

Au cours de ces deux derniers mois, la diplomatie américaine, usant de tous les moyens dont elle dispose, s'appuyant dans chaque pays d'Europe occidentale sur les forces qui lui restent fidèles pour des raisons de classe, se servant des hésitations et des indécisions de nombreux gouvernements occidentaux, tente d'enrayer le processus en cours.

Un coup de frein a été donné au cours de la session de décembre de l'O.T.A.N. Les U.S.A. ont obtenu un accroissement des engagements financiers des pays de l'Alliance mais surtout ils sont parvenus à faire admettre un règlement du problème de Berlin comme préalable à toute progression nouvelle vers la tenue d'une Conférence européenne.

Le succès de cette manœuvre montre à quel point les mutations en cours sont encore loin d'être acquises et quels efforts doivent être entrepris pour surmonter les derniers obstacles.

C'est un avertissement et un enseignement pour les forces pacifistes et progressistes de l'Europe entière et plus spécialement pour le mouvement ouvrier européen qui constitue l'armature principale de ces forces.

La sécurité collective européenne est possible, elle correspond aux changements intervenus dans la situation internationale, elle est la condition d'une paix garantie.

Mais pour en faire une réalité prochaine il faut que toutes les forces de paix et de progrès jettent leur poids dans la balance.

Quelques problèmes économiques de la Pologne populaire (*)

L'économie de la Pologne populaire sa caractérise par une industrialisation accélérée pour laquelle l'effort le plus énormo relativement a été fourni jusqu'à 1955. Relativement, en ce sens que jusqu'en 1955, les constructions mécaniques fournissaient essentiellement des machines. Du point de vue des objets de consommation, elle ne fabriquaient que quelques petits articles métalliques, quelques scooters et motocyclettes, des machines à coudre et quelques postes de radio. Ce n'est que dans la période 56-60, sans doute à la suite des événements d'automne 1956, que l'industrie de transformation des métaux a commencé à s'intéresser à augmenter l'assortiment et le niveau qualitatif des produits pour la consommation.

L'industrie a également eu comme charge l'entretien d'un secteur relativement très important d'industrie extractive, qui représente une part du travail et surtout des investissements bien plus grande que dans les pays d'Europe occidentale; de plus ces investissements sont précisément à très long cycle de récupération. Ensuite, ces investissements dans l'appareil de production, bien que très importants, n'ont cependant pas eu pour conséquence une modernisation rapide de l'industrie, parce que le rythme de renouvellement des équipements

existants est bas, en tout cas plus bas par exemple qu'en Europe occidentale. Il se situe autour de dix ans au lieu de trois à cinq ans. C'est-à-dire que, au total, le niveau moyen de modernisation des équipements existants s'élève trop lentement. Il en résulte d'ailleurs une efficacité insuffisante de l'ensemble de l'appareil de production, efficacité insuffisante qui se retrouve au niveau du commerce extérieur.

Plus les investissements faits sont importants, et plus, donc, ils dépassent les possibilités de production déjà existantes, plus ils exigent d'autres investissements, plus ils introduisent des disproportions dans les diverses activités. C'est par exemple le cas du manque de transports ou de bâtiments en rapport avec les nouvelles capacités de production installées, etc. En même temps, ces manques incitent à faire appel à l'importation. A leur tour, les importations incitent au développement compensateur des exportations.

Ce développement des exportations a pris en Pologne une très grande ampleur, puisque, pour chaque travailleur polonais, il est exporté, par exemple pour l'année 1969, l'équivalent de 37 dollars, c'est-à-dire autant que pour chaque travailleur français ou italien. Cet effort

^(*) Nous avons emprunté cet article à la revue « La Nouvelle Critique », nº 41, février 1971.

d'exportation porte ou bien sur les exportations de machines qui sont extrêmement importantes en Pologne, mais alors elles ralentissent l'implantation des machines modernes en Pologne ellemême ; ou bien sur les exportations da matières premières, mais elles stimulent encore les investissements dans ces branches très lourdes, ou bien sur les biens de consommation, et elles réduisent les quantités disponibles. Tout ceci pèse en fin de compte sur les revenus de la population. L'investissement à long terme est d'une efficacité économique basse et a pour effet de ralentir les taux de progression des revenus des travailleurs par rapport au taux de progression des investissements.

La Pologne a d'ailleurs essayé de pratiquer une politique de spécialisation de l'industrie. Cette spécialisation est réellement nécessaire, mais elle n'a pas toujours été pratiquée avec le souci de la coordination des diverses branches, ce qui a plutôt accentué les effets précédents. D'ailleurs, la nécessité d'une réduction des investissements effectués dans les entreprises dont le développement est faible est soulignée par la presse polonaise.

A cette efficacité économique du développement industriel peu convaincants se sont ajoutées les difficultés dans l'agriculture. A vrai dire, les exploitations paysannes ne sont pas dans la misère, loin de là. Du moins celles qui fournissent l'essentiel de la production. En fait, on assiste à leur différenciation : d'une part les exploitations marchandes, qui sont ou bien des exploitations de type moyen n'employant d'ailleurs que des salariés saisonniers, ou bien des exploitations de type paysanouvrier, c'est-à-dire complémentaire d'un travail dans l'industrie, ou bien, enfin, des exploitations d'autosubsistance, en ce sens que de nombreux paysans âgés maintiennent leur exploitation comme moyen d'existence, mais sans aucune perspective de développement.

Cette petite agriculture voit s'implanter peu à peu des moyens de mécanisations diverses, et des engrais chimiques. Les fractions les plus dynamiques de cette petite agriculture se développent et fournissent une production qui situe la Pologne à un niveau honorable parmi les pays européens, en ce qui concerne la croissance de l'agriculture.

Ceci dit, les problèmes de l'agriculture sont plutôt ceux de ses rapports

avec le reste de l'économie. Dans la partie des exploitations qui profitent le moins du progrès technique, il y a trop de main-d'œuvre dans de petites exploitations qui fournissent peu de revenu. C'est là une main-d'œuvre qui, dans le cas d'une collectivisation rationnelle, devrait s'en aller. Or, d'une part, l'industrie n'est pas en état d'absorber rapidement une telle quantité de gens ; d'autre part, en cas de collectivisation plus ou moins rapide, l'industrie ne serait pas en état de fournir rapidement les moyens de mécanisation et les moyens chimiques nécessaires à l'établissement de coopératives rationnelles. De plus, il faudrait que cette coopérativisation s'effectue sans perte de production, voire sans perte de main-d'œuvre dans les exploitations les meilleures, de façon à ce que le niveau de vie dans les villes ne diminue pas. Il semble que ceci ne soit pas encore possible. C'est pourquoi, jusqu'à présent, la perspective est manifestement celle de continuer à permettre un certain développement des petites exploitations les plus dynamiques, y compris par exemple en leur revendant les tracteurs que les cercles agricoles (Cercle agricole : groupement de cultivateurs assurant en commun un certain nombre d'opérations, telles que l'achat et l'usage de machines, certains aspects de la commercialisation des produits, etc.) considèrent comme ayant fait leur temps pour eux.

Il est certain que l'effort d'investissements dont nous avons parlé exige des ressources et du travail, travail d'ailleurs qui ne rend aucun effet dans l'immédiat. Par conséquent, il faut bien que, une fois les investissements engagés, on s'efforce de nourrir les gens correspondants, et pour les nourrir, si la production ne suit pas au même rythme, il faut nourrir plus de gens avec la même production. C'est-à-dire qu'on est amené soit à un système de contingentement, soit à des hausses de prix. Autrement dit, il semble bien que, même si certaines fractions de la paysannerie ont pu profiter de la hausse des prix de décembre, elle ne leur est pas imputable à eux uniquement; la raison fondamentale de la possibilité de telles hausses de prix est avant tout dans la politique d'accumulation. Sinon, elle n'aurait pas été acceptée, elle n'aurait pas été possible.

Tout ceci est perçu et il est dit très nettement, par exemple, dans un article du numéro d'octobre 1970 de la revue

du Parti, que dans la société socialiste l'accumulation n'est certes pas l'intérêt d'une classe opposé à celui d'autres classes, mais qu'il subsiste une contradiction entre la consommation et l'accumulation. Et qui est parfois extrêmement aiguë, en particulier dans une époque d'industrialisation. Et la part des divers groupes sociaux dans le revenu national dépend aussi des dimensions et des formes de l'accumulation. Donc ce fait qu'une accumulation pesante ait des conséquences sociales n'est pas du tout ignoré. Le rôle du Parti est d'ailleurs compris en liaison avec cela. Par exemple, dans le même article, il est dit que les conceptions tendant à la « dépolitisation » de l'économie ne sont pas en accord avec la nécessité de l'accumulation et les exigences du progrès technique et scientifique, en présence d'une limitation des moyens disponibles. Ceux-ci ne peuvent être affectés rapidement que grâce à leur centralisation. C'est dire que, jusqu'à présent, le rôle de direction de l'économie est situé dans une perspective de moyens limités et centralisés en vue d'une industrialisation accélérée. Evidemment, on peut, à partir de là, se poser un certain nombre de questions, à commencer par celle-ci : si l'on considère que le niveau des forces productives s'est fortement élevé, est-ce que cette nécessité d'une industrialisatoin et d'une accumulation accélérées est toujours fondée ? Est-elle fondée encore actuellement sur une réelle pénurie de moyens ou la société socialiste ne s'est-elle pas engagée dans certaines structures de gestion qui entretiennent cette pénurie en même temps que l'apparence d'une pénurie? Est-ce que, de ce fait, ce n'est pas une question de modifications des rapports sociaux, d'évolution plutôt des rapports sociaux qui devrait être posée plus essentiellement encore que celle du développement des forces productives?

En effet, cette industrialisation accélérée n'a pas seulement un effet pour ainsi dire matériel, celui de consacrer des ressources à des investissements à long terme et donc de réduire la part du revenu disponible pour la consommation. Elle a aussi pour effet social d'éloigner les producteurs de la perception du résultat de leur travail, de rendre confus le mécanisme de l'insertion du travail de chacun dans le travail social. C'est moins la dimension du salaire qui est en question que la liaison socialement sanctionnée entre ledit salaire, et le travail fourni. C'est pourquoi un système qui s'enferrerait trop dans l'accumulation systématique éloignant le travail fait de sa sanction sociale aurait des conséquences sociales, et par conséquent idéologiques et politiques, nécessairement plus graves que la simple inefficacité matérielle.

Les réformes économiques en cours dans les pays socialistes dont le but est l'amélioration de l'efficacité économique, ont visé, comme résultat et comme moteur, à déterminer une certaine évolution de ce type de rapports sociaux. Toutefois, en Pologne, les choses se sont passées un peu différemment. Entreprises plus tôt qu'ailleurs, après les événements de 56, les réformes économiques n'ont pas donné tous les résultats escomptés.

Elles se sont surtout traduites par la réorganisation des structures industrielles. La plus grande modification a été pratiquement l'extension des prérogatives des unions industrielles, qui ont d'ailleurs quelque peu amélioré la coordination de l'industrie. Mais les conseils ouvriers, qu'on appelle d'ailleurs d'autogestion ouvrière n'ont pas connu le résultat escompté. Leurs compétences ne vont guère finalement au-delà de ce qu'on appellerait ici les œuvres sociales. De sorte que s'ils discutent les orientations de la production, ils n'ont pas de larges prérogatives en la matière. Ils n'ont donc pas représenté une augmentation sensible de l'initiative des travailleurs dans la production même.

De plus, du fait de ses problèmes agricoles, du fait aussi de ses structures industrielles, la Pologne est l'un des pays socialistes qui a été le plus sensible à la stagnation de ses possibilités en matière de revenu consommable. Alors que d'autres pays mettent en place des systèmes de primes représentant au moins une certaine amélioration, en Pologne, malgré certaines élévations des salaires nominaux, on peut dire qu'on n'a pas cherché à encourager la croissance des revenus par des systèmes de primes très novateurs. En outre, il faut noter que les récentes hausses de prix ne sont pas les premières. Il y a quelques années, une première série de hausses assez importantes était intervenue, en particulier sur la viande. De sorte que la croissance des revenus n'a pas été un des traits dominants de l'économie polonaise depuis une dizaine d'années.

Il n'est pas inattendu pour toutes ces raisons, que l'agitation ait été suscitée par les rapports entre la réorganisation du système des salaires et cette situation de difficultés de la consommation. Il semble qu'on ait pris des mesures visant à stimuler la productivité qui aboutissaient à une réduction du salaire nominal. Des mesures aussi draconiennes sont rarement prises. Mais leur orientation peut être expliquée.

Il est probable d'autre part que dans une entreprise comme les chantiers de Gdansk, qui n'est pas seulement hautement productive, mais dont les produits sont beaucoup exportés et rapportent des devises, une telle réorganisation de la rétribution, si elle avait été réellement conforme au travail fait, ne se serait pas soldée par une diminution, mais plutôt par une augmentation des salaires. Si elle s'est soldée par une diminution, le plus vraisemblable est qu'elle s'est fondée sur une série de critères, qui reviennent à prendre en compte des facteurs tels que l'intensité du travail, et la conformité aux normes plutôt que la productivité. Si tel est le cas, ce qui s'est passé est assez compréhensible.

Certes, ce n'est pas d'aujourd'hui que, par exemple, l'implantation du progrès technique n'est pas suivie par une augmentation des salaires proportionnelle au nouvel effet obtenu, et ceci pour de multiples raisons ; cette situation suscite naturellement quelques difficultés. Mais ceci s'insère dans la chaîne des difficultés déjà évoquées. Un des aspects de la lourde masse des investissements, c'est qu'effectivement on implante de nouvelles machines, et aussi de nouveaux travailleurs. Or, en Poloque, une portion importante des nouveaux travailleurs continue à provenir de la campagne. Plus le rythme d'investissement est rapide, plus on installe de ces nouveaux travailleurs, moins leur travail, dans le cadre d'investissement à long terme, correspond de façon immédiate à des résultats finaux consommables et plus il est naturel que ces nouveaux travailleurs sentent faiblement le résultat de leur travail, et soient peu intéressés à la bonne marche de la production dans laquelle ils se trouvent. Il est également possible qu'une partie des travailleurs n'exécutent que des tâches peu productives, des travaux encore peu qualifiés et à un niveau technique encore bas. Dans ces conditions, surtout lorsqu'on a fait de lourds investissements qui demandent de fortes dépenses de matières premières, de remboursements, de crédits, etc., il est probable que le salaire de tels travailleurs paraît lourd à payer à l'entreprise; que les organes dirigeants de l'industrie souhaitent réduire de tels salaires.

Dans ce cas, on peut dire que le refus de cette politique de salaires a des significations multiples en même temps que convergentes. Elle reflète d'une part une nécessité à long terme, celle de mettre en correspondance le revenu des travailleurs de l'industrie moderne hautement efficace avec les résultats réels qu'ils obtiennent. Elle reflète aussi partiellement la situation d'une partie de la classe ouvrière, comprenant certains de ses secteurs les plus récents, qui fournit dans la grande industrie moderne, un travail encore ingrat.

Quoi qu'il en soit, un autre inconvénient de cette politique d'accumulation, est de créer une chaîne circulaire de problèmes qui s'entretiennent les uns les autres, et ceci, en particulier, au niveau des prix. A mesure que l'investissement induit l'investissement, dont que la nécessité de dépenses de travail est de plus en plus grande dans le secteur des biens de production, le poids du travail passé dans les prix augmente et produit un mouvement relatif de hausse des prix. Cette hausse des prix à son tour renchérit les frais matériels de production et les dépenses d'investissements des entreprises, et entretient le même mouvement. On ne peut se dégager d'un pareil cercle vicieux que par une action d'ensemble, pour tout dire une action consciente qui ferait appel d'une part à une analyse théorique de fond, qui ne se contenterait pas de mesures partielles ou fragmentaires, mais viserait à résoudre les problèmes dans leur ensemble.

On peut avoir une première idée de ce qui a été fait dès le changement de direction en Pologne. En gros il semble qu'il y ait surtout une mesure de prise pour le moment : le déblocage de certains fonds à distribuer comme revenus aux diverses catégories sociales. Ce n'est pas négligeable en ce sens, que cela manifeste au moins, ainsi d'ailleurs que certaines baisses de prix, que l'on prend un peu plus la mesure de la nécessité de coordonner le travail fourni par la classe ouvrière dans son ensemble et la

sanction sociale de ce travail. Ceci dit, cela ne semble pas être encore des mesures de caractère décisif, parce que en un sens une telle subvention de caractère global ne constitue pas encore objectivement une sanction sociale du travail de chacun à travers son résultat pour les autres. Ensuite, il axe l'attention des travailleurs concernés sur la répartition de cette somme et entretient encore l'idée que les problèmes auxquels ils sont confrontés sont des problèmes de répartition, alors que ce sont des problèmes d'évolution des rapports sociaux. C'est pourquoi si ce sont des mesures nécessaires de détente sociale, cela ne nous semble pas être encore des mesures touchant le fond des questions. En outre, les prérogatives

économiques des chantiers navals de Gdansk ont été étendues : simplification du contrôle centralisé, plus grande latitude d'investissement. Mais ces mesures correspondent plus à une amélioration du « management » des entreprises qu'à un progrès notable de leur contenu social.

Mais l'aspect le plus positif dans toute cette affaire c'est que la discussion est engagée, et que l'expérience aidant on peut penser que cette discussion s'approfondira progressivement. Si les travailleurs y participent de façon croissante il est logique de penser que les conditions seront réunies pour que les problèmes de fond, les difficultés, soient pris à bras-le-corps et, en fin de compte, c'est cela qui sera décisif.

«LE DRAPEAU ROUGE» CLANDESTIN

à paraître le 20 mars 1971

A l'occasion du 50e anniversaire du Parti Communiste de Belgique, la Fondation Joseph Jacquemotte éditera POUR LA PREMIERE FOIS la collection complète du Drapeau Rouge Clandestin.

- ★ EDITION ORDINAIRE: Texte intégral du « Drapeau rouge clandestin ». 250 pages.

 Prix de vente par souscription avant le 20 mars: 280 F

 Prix de vente après le 20 mars: 350 F
- ★ EDITION DE LUXE limitée à 200 exemplaires numérotés. Prix de vente par souscription avant le 20 mars : 500 F Prix de vente après le 20 mars : 600 F

La Fondation Joseph Jacquemotte fera parvenir, le 1er septembre 1971, aux souscripteurs qui en feront la demande, une brochure sur l'histoire de la publication du Drapeau Rouge. La Fondation J. Jacquemotte a son siège au 29, avenue de Stalingrad—1000 Bruxelles. C.C.P. 1887.45.

Le problème juif, hier et aujourd'hui

Le récent procès de Leningrad a suscité une vague de polémiques à propos de la situation des juifs en U.R.S.S. et de leurs rapports avec l'Etat d'Israël. La conférence mondiale des communautés juives qui vient de se tenir à Bruxelles a cherché à dramatiser la question. Or, la compréhension des événements récents nécessite le rappel de quelques faits historiques. Il faut donc caractériser brièvement le judaïsme contemporain, généralement mal connu, et situer la position des marxistes à son égard.

Au début du XIXe siècle, des communautés juives existent dans la plupart des pays d'Europe. Tous les observateurs s'accordent à reconnaître qu'une crise profonde secoue le judaîsme à la suite de la Révolution Française. En 1791, l'Assemblée Nationale accorde aux juifs la qualité de citoyens, les libérant ainsi de toutes les entraves qui pesaient sur eux. L'influence de la révolution s'étend rapidement aux pays voisins de la France et particulièrement à l'Allemagne, mais ne pénètre pas profondément en Europe orientale.

Les juifs d'Europe occidentale, par contre, s'assimilent avec une extraordinaire rapidité aux peuples parmi lesquels ils vivent. Ce mouvement touche sans difficulté ceux qui échappent à l'emprise de la religion et il est d'une telle puissance que les milieux traditionnalistes en sont aussi bouleversés. Ainsi se développe la Réforme juive dont de nombreux courants proposent d'abolir dans les lois et cérémonies religieuses tout ce qui peut distinguer les juifs. Certaines synagogues réformées suppriment les interdits alimentaires ou la séparation des sexes aux offices, d'autres ôtent des livres religieux les prières pour la restauration de l'Etat juif en Palestine. Le mouvement d'assimilation aurait été irréversible en Europe occidentale, sans l'émigration constante de juifs d'Orient. Là, en effet, la situation des communautés n'a pas évolué, aussi les courants religieux et traditionnalistes y trouvent-ils un milieu favorable. C'est en Russie et en Pologne que certains commencent à prêcher l'établissement de colonies juives en Palestine. Cette nouvelle croisade apparaît comme une forme de libération nationale. En 1878, les premiers colons s'installent effectivement en Palestine. Avec l'accession au pouvoir en 1881 du Tzar Alexandre III, la répression s'abat sur les juifs. Chaque vague sauvage d'antisémitisme entraîne inévitablement le réveil de la conscience juive comme une affirmation légitime de la dignité humaine.

La répression contre les juifs accompagnera la répression des mouvements révolutionnaires jusqu'à la Révolution d'Octobre. « Massacres d'ouvriers, massacres d'étudiants, massacres d'intellectuels, massacres de juifs! » écrira Anatole France. Mais le nationalisme juif est incapable de percevoir les origines sociales de l'antisémitisme. Un an après l'accession d'Alexandre III, parait à Odessa un pamphlet de Leo Pinsker qui dépeint l'antisémitisme comme le mal incurable des sociétés. L'affaire Dreyfus qui éclate dans le pays où le processus d'assimilation est le plus poussé, va donner une sérieuse impulsion au nationalisme juif et contribue à faire naître le mouvement sioniste. Son but : la création en Palestine d'une patrie pour les juifs. Une opposition importante à ce projet se développe à l'intérieur même du judaïsme. Cette opposition ne provient pas uniquement des juifs qui rejoignent la lutte révolutionnaire en Russie et ailleurs, mais également, pour des raisons diverses, de groupes religieux ou traditionnalistes. En 1917, cinquante mille juifs se seront installés en Palestine, fuyant la barbarie tsariste.

Cette introduction montre clairement que les marxistes eurent à prendre position, en fonction de leur lutte révolutionnaire, sur le destin du peuple juif, au sujet duquel les juifs eux-mêmes sont déjà profondément divisés. La suite de l'histoire juive est mieux connue et nous y reviendrons plus loin sans la dissocier des positions marxistes.

Rappelons auparavant quelques principes fondamentaux du marxisme à propos de la question nationale, principes qui inspirent la critique des courants nationalistes juifs. Le marxisme considère que le mouvement ouvrier doit être par sa nature même internationaliste et donc hostile à tous les nationalismes quels qu'ils soient. Le réveil des nationalismes est historiquement lié à un premier stade de développement du capitalisme, à l'heure où les différentes bourgeoisies s'affrontent pour se tailler un marché. Dans cette lutte, les nations les plus faibles tombent sous la domination des plus fortes. Les mouvements nationaux des peuples opprimés ou exploités présentent alors un caractère progressiste parce qu'ils participent de la lutte de libération de ces peuples et affaiblissent le capitalisme.

C'est dans ces limites étroites qu'ils doivent être soutenus. Tout jugement sur les mouvements nationaux revient donc à juger des circonstances dans lesquelles ils se développent. La tendance de tous les nationalistes d'isoler leurs revendications de tout contexte historique doit être sévèrement combattue.

Le chauvinisme, attisé par toutes les bourgeoisies nationales, dresse les peuples les uns contre les autres, les empêchant de prendre conscience de leur identité d'intérêt.

Depuis Karl Marx, une part importante des textes sur la question nationale est consacrée, en raison de ses particularités, à la lutte contre l'idéologie nationaliste juive. Les principaux ouvrages de Lénine et Staline (1) sur ce sujet sont antérieurs à la Révolution d'Octobre. On ne peut les relire aujourd'hui sans se rappeler qu'ils se situent dans une vaste lutte contre la pénétration du nationalisme dans le mouvement ouvrier. A cause de la défection de certains courants sociaux-démocrates, cette lutte a été malheureusement impuissante à empêcher que la première guerre mondiale ne jette les peuples européens les uns contre les autres pour des objectifs qui leur étaient totalement étrangers.

Dans la Russie prérévolutionnaire, Lénine et Staline s'opposent énergiquement aux conceptions de l'Union générale des ouvriers juifs de Lithuanie, Pologne et Russie (le Bund). Cette organisation subit l'in-

V.I. Lenine: "Notes critiques sur la question nationale " (1913),
 J. Staline: "Le marxisme et la question nationale " (1913).

fluence des mouvements nationalistes juifs dont nous avons parlé. Pour Lénine et Staline, les juifs dispersés à travers le monde ne constituent plus une nation, même s'ils présentent certains traits communs, ves-tige de leur passé national. Ces traits, à leurs yeux, ne survivent que par la contrainte qui s'exerce à l'encontre des communautés juives, et ce, particulièrement en Europe orientale. Cette analyse s'appuie sur la tendance de la majorité des juifs d'abandonner les traditions du ghetto, la religion juive et de s'assimiler naturellement partout où il leur a été possible de le faire.

Il en est ainsi en Belgique ou en France. Lorsque l'antisémitisme s'y développe, il est combattu également par de nombreux démocrates non juifs. Le nom d'Emile Zola restera lié au procès Dreyfus.

La fusion de la culture juive et de celle du pays où ils résident, cet enrichissement mutuel dont l'histoire juive offre tant d'exemples, apparaît comme la préfiguration du mouvement futur de l'humanité vers une intégration de plus en plus poussée.

La conviction de Lénine est renforcée par sa fréquentation quotidienne des juifs russes qui ont rejoint le mouvement révolutionnaire.

Le Bund souhaite le maintien d'une organisation révolutionnaire juive distincte : Lénine lui oppose la lutte commune dans laquelle il voit aussi le gage de la disparition rapide de l'antisémitisme. Aux inquiétudes légitimes de la minorité juive pour le respect de sa langue ou de ses traditions, il répond par sa certitude que seul le démocra-tisme conséquent peut assurer le respect de toutes les minorités. Le socialisme, à plus forte raison, ne saurait tolérer l'antisémitisme.

L'Union soviétique, forte de ces principes qui constituent le fondement théorique de sa politique, s'engageait, dès 1917, dans la voie d'un développement aussi équilibré que possible de tous ses peuples, afin qu'ils surmontent ensemble leur sous-développement. Quel pays a posé la question nationale sur des bases aussi saines? Ce n'est certainement pas l'Etat d'Israël qui peut donner des leçons dans ce domaine!

Tandis que Lénine condamne sévèrement l'antisémitisme, celui-ci continue de sévir dans les pays capitalistes, alimentant les courants nationalistes juifs et particulièrement le sionisme.

Dès la fin du XIXe siècle, le mouvement sioniste a pris la forme d'une organisation mondiale ayant des objectifs politiques. Herzl, son créateur, reprenant les idées de Pinsker, ne voit de solution au problème juif que dans la création d'un Etat juif. Puisant dans le vieux fonds mystique juif, il exalte le retour à la terre d'Israël des communautés dispersées. Sa doctrine, sous son aspect humanitaire, conduit en fait à l'isolement des peuples. De 1917 à 1939, la population juive de Palestine passe de 50.000 à 400.000 personnes. Ce peuplement n'a malheureusement été rendu possible que par la collusion des dirigeants sionistes avec les colonialistes anglais. La déclaration Balfour de 1917 reconnaît aux juifs des droits « historiques » sur la Palestine. Pendant ce temps l'antisémitisme atteint en Allemagne ses formes les plus monstrueuses, mais il ne manque pas de soutiens même dans des pays comme la Belgique ou la France.

Il faut relire les pages délirantes de L.F. Céline sur l'extermination des juifs : « Qu'on les enferme ! qu'on les fricasse ! Qu'on les branche ! Qu'on les fouette jusqu'à l'os! Que ça gicle! Que ça éclabousse! (2).

⁽²⁾ L.F. Celine : « L'Ecole des cadavres » (1938). Celine avait déjà traité ce thème dans « Bagatelles pour un massacre » dont Ch. Plisnier écrivait dans « L'Indépendance Belge » : « Un chef-d'œuvre de la plus haute classe ». Léon Daudet, de l'Action Française, était cyniquement conscient des répercussions de cet ouvrage : « Qu'on ne s'y trompe pas, ce livre est un acte qui aura, peut-être, un jour, de redoutables conséquences. »

Heureusement, ni Céline, ni l'Action Française qui le soutient, ne représentent la majorité du peuple français.

Pendant la dernière guerre, une tentative de génocide sans précédent pousse de nombreux juifs à rejoindre le combat antifasciste et les rangs communistes. Ce massacre contribue aussi à renforcer l'émigration vers la Palestine. Les Anglais, qui pour assurer le maintien de leur présence ont joué tour à tour la carte arabe ou juive, sont incapables de proposer la moindre solution aux conflits qui se succèdent et refusent aux victimes du nazisme l'entrée de la Palestine.

Pour se libérer du colonialisme, les juifs reçoivent l'aide des pays socialistes; mais, devant l'impossibilité de concilier les revendications nationalistes arabes et juives, une majorité de pays, dont l'U.R.S.S., vote à l'O.N.U., par souci de réalisme, la création de deux Etats distincts, l'un juif, l'autre arabe. Ainsi naît en 1948 l'Etat d'Israël. Les pays arabes voisins qui ne reconnaissent pas cette décision, engagent la lutte contre Israël. Des milliers d'Arabes palestiniens fuient la zone des combats, poussés le plus souvent par leurs dirigeants les plus réactionnaires, dont le Grand Mufti de Jérusalem, qui fut déjà avant la guerre l'organisateur d'affrontements sanglants avec les juifs.

Mais ces dirigeants réactionnaires ne font qu'exploiter le profond et légitime sentiment de frustration du peuple arabe.

Quatre cent mille palestiniens seront réduits depuis à la condition misérable de réfugiés parqués dans des camps. L'Etat palestinien ne voit pas le jour.

« La période... 1949-54 se caractérise... par deux facteurs : la découverte du Moyen-Orient par les Américains, les tentatives infructueuses de l'Occident pour mettre sur pied une « Organisation de Défense » du Moyen-Orient » (3).

Dans ce climat de guerre froide pendant lequel les Etats-Unis cherchent à susciter une alliance comparable à l'O.T.A.N. et à reprendre en main la zone d'influence perdue par les colonialistes français et anglais, la politique israélienne se lie de plus en plus à celle des U.S.A.

Mil neuf cent cinquante-six verra l'armée israélienne profiter de l'action conjuguée de la France et de l'Angleterre contre l'Egypte. Aucune solution n'est donnée au problème des réfugiés palestiniens dont le droit légitime est de retourner un jour en Israël s'ils le désirent. La position réactionnaire de certains de leurs leaders qui réclament à grand bruit le rejet des juifs à la mer rend très ardue la tâche de la gauche israélienne. L'Union soviétique, soucieuse de permettre aux pays arabes d'accéder à l'indépendance, s'est opposée violemment à la politique israélienne. Mais, préoccupée avant tout de préserver la paix, elle demeure attachée, même après le conflit de 1967, à un règlement qui tient compte de l'intérêt de toutes les parties en cause. Ce plan ne dissocie pas le retrait des Israéliens des territoires occupés de la sécurité d'Israël et de ses droits à la libre navigation. Les réfugiés de 1967 doivent rentrer en Israël. Ceux de 1948 seront indemnisés, les grandes puissances supportant l'essentiel de cette charge.

Il nous reste à examiner les répercussions que le conflit israélo-arabe peut avoir sur la vie des juifs en U.R.S.S. Trois millions d'entre eux y vivent aujourd'hui. La grande majorité s'est intégrée à la vie soviétique. Comme il est normal, certains sont restés attachés par des liens familiaux ou sentimentaux à Israël. N'oublions pas que la Russie fut le berceau du nationalisme juif. En exploitant ces sentiments, la propagande sioniste voudrait détourner les juifs soviétiques du pays qui a le plus contribué à la défaite du fascisme. « C'est un immense réseau d'informations sur Israël et d'entraide qui fonctionne désor-

⁽³⁾ J.P. Alem : - Le Moyen-Orient -.

mais, n'ayant qu'un seul objectif : le départ vers Israël. C'est le plus formidable et le plus menacé des mouvements sionistes qui ait jamais existé » (4). Les sionistes se servent habilement des erreurs qui ont pu être commises en U.R.S.S. dans les périodes de tension et d'isolement,

L'antisémitisme, s'il est banni des principes socialistes, n'a pas entièrement disparu pour autant et on ne peut nier que la lutte politique, mal comprise par certaines couches de la population, puisse le ranimer. Des exemples récents ont montré qu'il pouvait être au besoin exploité et que seule une vigilance extrême peut empêcher que la polémique ne suscite « dans la société socialiste des sentiments d'inimitié nationale, profondément étrangers à l'idéologie socialiste » (5). Les activités culturelles juives ont été brimées sous Staline. Des livres antisémites ont paru depuis sa mort. Des juifs polonais dont beaucoup étaient retournés après la guerre dans ce pays dans le but d'œuvrer à la construction du socialisme, ont été contraints de s'exiler.

La démocratisation de la société socialiste est aussi une lutte et elle est rendue très ardue par l'organisation de campagnes de presse de grande envergure contre les pays socialistes.

Les dirigeants israéliens s'arrogent le droit de parler au nom de tous les juifs et tentent de les séparer des peuples avec lesquels et parmi lesquels ils désirent vivre en bonne entente. Mais ce n'est pas le départ vers Israël qui peut assurer les juifs de leur sort. La paix au Moyen-Orient, la réparation des torts vis-à-vis des arabes palestiniens, la baisse de la tension internationale entretenue par l'impérialisme, voilà qui doit préoccuper avant tout les juifs comme les autres peuples.

⁽⁴⁾ M. Bernsohn dans le Monde du 12-1-71

⁽⁵⁾ Extrait de la réhabilitation des victimes du procès des « blouses blanches ».

Cette revue est imprimée par la



SOCIETE POPULAIRE D'EDITIONS RUE DE LA CASERNE, 33-35 1000 BRUXELLES - Tél. 12.87.00

IMPRESSIONS EDITIONS PUBLICITE

Après le congrès de la F.G.T.B.

La tendance syndicale favorable à la lutte des classes, celle qui réclame une transformation profonde de la société, inspirée par le socialisme, a obtenu un indéniable succès au congrès de la F.G.T.B.

Il s'est terminé, d'une façon qui pouvait difficilement être imaginée au moment où les documents dits de réflexion ont été présentés, par l'adoption de textes qui prennent le contre-pied des thèses développées par Henri Janne leur opposant ce que celui-ci considère comme des « poncifs marxistes ».

Ce résultat est positif, bien que, par certaines imprécisions et de regrettables zones d'ombre, notamment sur les mécanismes concrets de l'intégration, sur le fonctionnement et les méthodes du capitalisme contemporain, les résolutions n'interdisent pas toujours des interprétations divergentes. A cela, certainement, il n'y a pas de meilleure parade que celle qu'apportent les luttes ouvrières dont nous nous proposons d'ailleurs de montrer, dans une première partie, combien elles ont pesé sur la préparation et les travaux du congrès.

C'est avec elles, finalement, par l'expérience qu'elles apportent, par la pression qu'elles maintiennent, que s'achèvera le tournant amorcé.

D'OU VIENT LE CONGRES DE LA F.G.T.B. ?

Les précédents congrès doctrinaux, ceux de 1954 et 1956, consacrés aux réformes de structure avaient déjà montré l'existence, dans la F.G.T.B., d'une certaine insatisfaction à l'égard des orientations syndicales. Elle s'était traduite par l'adoption, à l'initiative d'André Renard, d'un programme constituant à l'époque un progrès indéniable, notamment dans la mesure où il dénonçait l'emprise nocive des monopoles et des holdings sur le progrès social et économique. On y trouvait cependant de dangereuses théories sur la possibilité de réaliser une véritable démocratisation de l'économie par des moyens essentiellement technocratiques. Les théories valant surtout par l'usage qui en est fait, on peut, sans risquer de susciter une polémique trop vive, convenir que les

initiatives prises en faisant référence aux théories renardiennes, ont été très rapidement accaparées par les milieux d'affaires. Elles sont devenues des instruments du capitalisme monopoliste d'Etat. Le Comité de contrôle de l'électricité (auquel le gaz fut ajouté ultérieurement) et le Directoire de l'Industrie Charbonnière ont, par exemple, été fort utiles pour réaliser le programme de concentration et de rationalisation dans le premier cas, « d'assainissement » dans le second. Sur le plan financier, la Société nationale d'investissement n'a pas joué le rôle de promotion de l'emploi que l'on en attendait. Elle a, par contre, aidé de nombreuses entreprises à réaliser des investissements de rationalisation.

Aujourd'hui, on peut — devant un congrès de la F.G.T.B. — les qualifier de « réformettes » et obtenir, malgré qu'une résistance se soit d'abord fait sentir sur ce point, que le Comité de contrôle du gaz et de l'électricité soit réexaminé d'un point de vue critique. Cette tendance, qui aboutit à la relance du mot d'ordre du « contrôle ouvrier » rend compte des expériences qui ont été faites dans les luttes pour l'emploi et la relance économique.

Dès 1957, en effet, le déclin économique en Wallonie posait de nouveaux problèmes qui reçurent bien vite ces solutions toutes faites que sont les aides financières de l'Etat, réparties avec un libéralisme inversement proportionnel à l'effet social annoncé et qui provoquèrent sur un fond de luttes souvent aiguës, une évolution idéologique importante.

Ce mouvement des idées a été favorisé par la situation créée au lendemain des grèves de l'hiver 1960-1961. Momentanément isolés, les noyaux les plus dynamiques de la F.G.T.B. wallonne, relayés par le Mouvement Populaire Wallon, ont été à l'origine d'une prise de conscience caractérisée par l'importance qu'y prenaient les données économiques et le caractère progressiste des solutions proposées. Parallèlement à cela et lui servant de support de masse, un effort de regroupement se réalisait au niveau des régionales wallonnes de la F.G.T.B. et des forces progressistes.

En ce qui concerne ces dernières, on se rappellera qu'après diverses initiatives de solidarité régionale, toutes classes confondues, on en était arrivé — le 22 mai 1969, à Liège — à dégager un programme clair, faisant s'écarter d'eux-mêmes ceux qui voyaient, jusqu'alors, dans ces mouvements, surtout l'occasion de renforcer une politique de libéralités financières à leur avantage. Dans la F.G.T.B., la réconciliation des régionales wallonnes et l'acceptation d'une structure régionalisée favorisaient le retour à une vie intérieure normale. Sur le terrain politique, les congrès socialistes wallons de Tournai et Verviers, puis le compromis Verviers-Klemskerke assuraient également la réconciliation. Le décor ainsi recréé manque sans doute de nuance, il permet néanmoins de saisir le cheminement qui, de 1954, de 1960-1961, a conduit au congrès de ce début d'année.

Deux remarques s'imposent à ce stade :

- La parenté est directe entre les idées défendues par les régionales wallonnes de la F.G.T.B. au cours des dix dernières années idées qui ont animé des luttes ouvrières souvent importantes et aiguës mais leur adoption par le congrès représentant toute la F.G.T.B. se fait dans les conditions d'une industrialisation rapide en Flandre, où la fréquence et l'intensité des conflits sociaux laissent apparaître que le décalage si souvent constaté entre la Flandre et la Wallonie commence à s'atténuer. Une plus grande cohésion apparaissant ainsi entre les deux ailes du mouvement ouvrier donne aux positions de gauche l'occasion de s'affirmer plus nettement après une période où la domination de la droite semblait ne provoquer aucune réaction dans le mouvement socialiste.
- On a beaucoup utilisé, à propos du congrès l'expression « radicalisation ». Elle ne nous plaît guère. Par contre, il est juste de dire que la

gauche syndicale vient de gagner une manche, qui demande encore à être exploitée, à la fois sur le terrain, dans les occasions concrètes que fournit une lutte de classes croissant en volume et en qualité et sur le plan doctrinal, particulièrement important à quelques mois d'un congrès socialiste destiné à assurer le succès du « socialisme moderne » porté sur le fonts baptismaux par Simonet et Leburton.

UN SYNDICALISME DE MASSE ET INDEPENDANT

De la grande grève jusqu'au « Printemps Wallon », comme nous l'avons montré dans une première partie, les régionales wallonnes de la F.G.T.B. ont eu un comportement qui a aidé puissamment au renforcement de l'action démocratique : sans le concours des syndicats, groupés en Fronts régionaux, la pression populaire n'eût sans doute pas atteint la force nécessaire pour provoquer l'abandon des structures unitaires de l'Etat, pour amener les milieux dirigeants traditionnels à s'engager dans la voie d'une réforme des institutions où, bien qu'ils n'aient pas reçus une solution satisfaisante, les problèmes économiques ont été posés comme des questions essentielles.

La leçon que donne cette expérience, c'est celle de l'action politique des masses, conçue comme un moyen d'intervention démocratique et efficace, capable d'imposer des solutions progressistes, même contre la volonté des puissances monopolistes exerçant le pouvoir réel par l'intermédiaire des partis ou des hommes politiques acquis à leurs intérêts.

Ceci se vérifie — a contrario — dans la façon dont cette phase de la vie politique s'est achevée.

Après le 22 mai liégeois, on avait envisagé une action interrégionale pour l'automne. Elle n'eut pas lieu, bien que l'appel de Charleroi, le ler mai 1969, ouvrait de nouveaux horizons et pouvait aider les organisations syndicales à maintenir une présence souhaitable, y compris dans le climat pré-électoral d'alors. Au lieu de cela, elles choisirent l'abstention. Sans doute peut-on trouver, du côté de la C.S.C. toujours réticente devant l'engagement politique public, une des causes de cet effacement. Cependant, le fait qu'à Liège on ait su trouver une façon de prendre position à la veille du 11 octobre, montre que la difficulté aurait pu être surmontée, au moins partiellement, si dans la F.G.T.B. wallonne, le souvenir des difficultés de 1964 (*) n'avait pas servi la tendance favorable au soutien à la politique des dirigeants du P.S.B.

Nous avons indiqué plus haut que les relations étaient normalisées entre les fédérations wallonnes du P.S.B. et les régionales F.G.T.B., des réunions communes se tenaient assez régulièrement entre des délégations représentatives des deux branches de l'Action Commune. Cette procédure n'est pas nécessairement condamnable en soi, elle donna l'occasion, à propos de certaines questions, d'influencer les positions des socialistes wallons. Cependant, après le retour du P.S.B. au gouvernement, bien qu'une résolution ait été prise par les régionales F.G.T.B., où elles affirmaient ne pas se sentir engagées par cette participation, leurs interventions se firent progressivement plus discrètes et on peut considérer qu'aujourd'hui les contacts parti-syndicat servent surtout la coalition gouvernementale.

A travers tout ceci, on voit parmi d'autres conditions importantes, émerger l'indépendance syndicale comme le facteur déterminant pour une transposition rigoureuse des conclusions du congrès dans la pratique quotidienne.

Plusieurs interventions ont mis en évidence la relation directe entre l'insuffisance des réalisations en matière de réforme des structures et la qualité des compromis réalisés entre le P.S.B. et la F.G.T.B., lorsque le premier se trouve au pouvoir. Certes, les processus d'intégration s'enclenchent aussi en d'autres lieux et en d'autres circonstances, mais il tombe sous le sens que l'ajustement des positions syndicales se fait d'abord avec les ministres socialistes.

Cette analyse des faits ne peut conduire à croire qu'il suffirait de disloquer l'Action Commune Socialiste pour régler le problème. Ce n'est pas la forme organique des liens qui détermine leur sens et il pourrait se créer un jour une situation telle que la présence de la F.G.T.B. dans l'A.C.S. serve réellement les intérêts du mouvement ouvrier et non ceux des participationnistes à tous crins.

Pour en arriver là, il faut mettre en évidence, d'une manière pratique et convaincante, la contradiction qui existe entre un programme syndical tel qu'il se trouve défini dans les résolutions syndicales et le comportement réel des ministres socialistes exécutant les programmes dictés par les forces politiques au service des monopoles.

Sans conquérir une réelle autonomie syndicale, la F.G.T.B. est dans l'impossibilité de refuser « de subordonner ses exigences et son action aux contraintes d'un système dont elle conteste les finalités, les structures et les moyens d'action. » On peut s'en convaincre en voyant combien il est difficile aux dirigeants syndicaux de soutenir leur revendication d'indexation des barèmes fiscaux dès le moment où le ministre du Budget. André Cools, refuse d'en prévoir l'impact dans son projet de budget pour 1971. Sur le même sujet, la doctrine réelle des dirigeants du P.S.B., celle qui est appliquée malgré l'adhésion officielle du dernier congrès socialiste au principe de l'indexation fiscale, est éclairée par la déclaration faite le 17 février à la Chambre par Edmond Leburton : selon le coprésident du P.S.B., un usage irréfléchi des mécanismes d'indexation risque de constituer un handicap. C'est un langage qui n'étonnerait personne dans la bouche d'un dirigeant de Fabrimétal, coutumiers qu'ils sont de ce genre d'avis, mais pour qui veut garder leur sens aux mots, ils révèlent un niveau d'intégration que la F.G.T.B. ne peut tolérer sans se renier.

LA CONTRADICTION ESSENTIELLE

On peut sans aucune peine multiplier les exemples de ce genre, qui montrent quel décalage existe entre le verbe et l'action, entre les positions ratifiées lors des congrès et la pratique réelle des hommes qui sont chargés de leur application. Cette discordance flagrante constitue une faille de dimension dans laquelle l'action de la gauche syndicale et des autres forces progressistes peut s'introduire et jouer comme un levier, non pour dissocier le P.S.B. et la F.G.T.B., mais pour rendre la vie dure aux droitiers qui existent dans l'un et dans l'autre, réduire leur marge de manœuvre et obtenir, finalement, le respect des décisions démocratiquement adoptées par le congrès.

L'indépendance syndicale est une question qui préoccupe un nombre de syndicalistes plus important qu'on pourrait le croire, mais le problème n'a jamais été posé d'une façon judicieuse. Une occasion pourtant a surgi en 1964, dans de mauvaises conditions parce qu'elle obligeait à un choix extrême : c'était l'époque où une véritable chasse aux sorcières avait été déclenchée dans le P.S.B., contre les militants du M.P.W., et on a vu à ce moment un nombre important de syndicalistes hautement responsables en rupture momentanée avec leur parti. Il n'est pas nécessaire d'en arriver là pour réaliser le programme de la F.G.T.B.; par contre, sans poser clairement le problème d'une action plus autonome de la F.G.T.B., il n'est pas possible de donner à l'action syndicale l'orientation adoptée en janvier.

En cette matière également, l'action politique des masses reste le moyen privilégié pour réaliser cette opération d'une manière qui ne soit pas artificielle et du même coup, sans lendemain assuré.

La F.G.T.B. pose le problème d'un dialogue avec la C.S.C., en vue d'offrir aux forces politiques progressistes un programme de regroupement axé sur la transformaton radicale de la société. Dans l'état actuel de la géographie politique du pays, cette proposition suppose que du côté de la démocratie-chrétienne se dégage une force politique représentative des forces syndicalement organisées par la C.S.C. et, du côté socialiste, un glissement à gauche d'une qualité suffisante pour imposer une rupture nette avec la tradition cinquantenaire qui transforme la force politique ouvrière la plus représentative en parti d'appoint pour des coalitions centristes.

En relàchant les liens trop contraignants qui l'entraînent actuellement à la remorque des sociaux-démocrates et de leurs mauvais compromis, il apparaît ainsi que la F.G.T.B. ne prendraît pas une attitude antisocialiste, mais qu'elle créerait au contraîre les conditions pour un regroupement progressiste au sens le plus positif du terme, capable de faire échapper le Parti Socialiste à la prétendue fatalité des compromis qui avantagent toujours la droite, même lorsque quelques concessions mineures permettent aux sociaux-démocrates de faire valoir leur politique.

L'action de masse, où nous voyons le moyen concret d'enclencher et de mener à bien cette délicate opération de regroupement politique, ce n'est pas nécessairement de grands mouvements aux dimensions énormes et aux objectifs ambitieux. On ne doit certainement pas les exclure, et à cet égard, le mouvement fructueux des travailleurs indépendants contre la caution T.V.A., outre les perspectives d'alliance qu'il comporte, peut être aussi une source de réflexions enrichissantes pour tous les militants ouvriers. Mais la vie des entreprises et l'action syndicale ordinaire fournissent d'innombrables occasions d'appliquer les indications du programme syndical, de refuser l'intégration, d'exercer un contrôle ouvrier, sur des matières limitées peut-être mais néanmoins importantes et susceptibles de provoquer un renforcement de l'audience des syndicats bien utile malgré la puissance déjà atteinte.

Le soutien aux luttes ouvrières revêt des formes souples et diversifiées, il offre souvent des possibilités d'intervention politique favorisant l'association des partis ouvriers à l'action syndicale d'une façon très naturelle et parfaitement justifiée. Ce devrait être l'occasion de réaliser des rassemblements progressistes limités et temporaires peut-être mais qui permettraient de « faire des gammes » en vue d'initiatives plus larges, encore qu'ils soient rares les problèmes sans rapport avec les questions plus générales. On ne peut en tout cas prendre le programme de la F.G.T.B. au sérieux, prétendre militer en faveur de sa réalisation sans accepter en même temps que sa réalisatoin soit étroitement liée à une intensification des luttes sociales. Ces conflits provoquant l'isolement des forces monopolistes et, par voie de conséquence, le développement d'alliances de plus en plus nombreuses et de plus en plus étroites entre les forces ouvrières traditionnelles et leurs alliés naturels. Les cadres, les techniciens, les intellectuels, les travailleurs indépendants appartenant à l'agriculture, au commerce de détail, à l'artisanat ainsi qu'une frange de petits entrepreneurs constituent une masse dont le poids politique est considérable. Le mouvement ouvrier doit les toucher, les éclairer sur la nature réelle des rapports sociaux dans le monde contemporain et leur faire percevoir l'intérêt commun les unissant contre le capitalisme monopoliste d'Etat. On peut imaginer une sorte de contrat entre ces catégories sociales et le mouvement ouvrier, de façon à créer la confiance réciproque nécessaire à une action commune.

Mais ceci pose un autre problème, non seulement en relation avec ce qui précède, mais au titre de critique d'ensemble, comme la question de l'indépendance syndicale.

Les résolutions forment un ensemble séduisant, pas toujours aussi précis qu'on le souhaiterait mais qui exprime incontestablement la pression des luttes ouvrières récentes et une tentative réussie de la gauche syndicale, après un conflit ouvert avec des idéologues d'une droite « moderniste ». Le vote du congrès ne règle pas tout, il faut maintenant introduire les décisions dans le comportement des organisations et des hommes, dans un climat qui est loin d'être le meilleur.

Nous voulons poser ici le problème de l'aptitude du mouvement ouvrier à se défendre contre la pression des idées de la bourgeoisie, à poursuivre un effort de réflexion doctrinale et surtout théorique, afin d'approfondir l'argumentation en faveur des choix approuvés par le congrès. Avec l'indépendance syndicale, l'effort idéologique constitue selon nous les plus sûres garanties de bonne fin des résolutions du congrès, notamment parce que ces deux conditions étant satisfaites, de sérieux obstacles au développement d'une lutte de masse seraient levés. Il doit cependant être bien compris que cet ordre d'importance n'entraîne pas un chronométrage de l'action et qu'il serait absurde d'attendre, comme un préalable rigoureux, la signature d'un parchemin consacrant une forme idéale de l'indépendance syndicale.

L'interaction des facteurs qui déterminent la valeur de l'action syndicale, d'un point de vue de lutte des classes, est évidente.

La démonstration faite l'an dernier par les mineurs du Limbourg peut illustrer notre point de vue. Il montre bien quel mauvais tour a été joué à la F.G.T.B. et à la C.S.C., par leur acceptation de l'idéologie patronale en matière de possibilités de progrès social ; par leur adhésion aux « équilibres fondamentaux » défendus par Leburton, ce qui met en cause, à la fois la trop grande complaisance à l'égard des idées patronales et l'insuffisante indépendance envers les préoccupations gouvernementales. La leçon a été d'autant plus cuisante qu'après avoir fait front aux côtés du gouvernement et des patrons charbonniers, contre la revendication des 15 % d'augmentation immédiate, les deux centrales des Mineurs ont dû, sur base des conclusions de l'enquête salariale, défendre une majoration qui formait, avec l'accord litigieux, un total de... 25 %

Par leur politique de présence dans les très nombreux organes de consultation, de concertation ou de gestion, les syndicats se trouvent constamment aux prises avec des démonstrations inspirées par les intérêts de classe de la bourgeoisie.

Celle-ci, maîtresse des grands moyens d'information, joue habilement des conformismes sociaux, culturels et idéologiques, des préjugés et des tradition pour organiser la recherche du profit sous le couvert de l'intérêt général. Pour peu que l'on manque d'une conception suffisamment solide, on ne se dépêtre pas facilement des pièges qui sont sournoisement tendus.

L'augmentation des salaires dans les charbonnages, alors qu'ils vivent déjà sous un régime de subventions croissantes, alors que le charbon belge paie de moins en moins ses frais d'extraction est une question qui se règle par le refus — unissant les patrons, le gouvernement et les syndicats au moins dans la première phase, dans le cas précis du Limbourg — si on s'en tient à la philosophie du régime, d'une façon franche dans le cas des patrons ou d'une façon déguisée, pour certains syndicalistes.

On parlera alors des « impératifs économiques », ou des « équilibres fondamentaux » et en leur nom, on acceptera d'imposer aux travailleurs

des conventions médiocres, qui mettent la puissance d'action syndicale hors-circuit pour une durée déterminée. Pendant ce temps, le patronat reste libre d'accélérer les cadences de travail, d'augmenter la productivité du travail, de rationaliser, de réduire la main-d'œuvre et son coût global. La plus-value prélevée dans ces conditions croît, ainsi, plus vite que les charges salariales, à l'avantage du profit.

Une des particularités du capitalisme monopoliste d'Etat est d'offrir une gamme étendue et raffinée de moyens pour l'exploitation « au second degré ». Il ne s'agit pas seulement de la consommation, avec tous ses aspects nouveaux, mais de la fiscalité par exemple, dont la T.V.A. actualise la fonction de classe d'une façon fort peu équivoque; des services publics, où par le jeu des tarifs on peut accroître le recours à l'autofinancement, dégageant ainsi l'Etat d'une charge coûteuse et lui permettant d'intervenir financièrement dans l'économie; les mêmes effets sont obtenus lorsque, en assurance maladie-invalidité par exemple, on envisage d'alourdir les cotisations ou la part d'intervention directe de l'assuré, on préserve par là les ressources disponibles pour l'industrie pharmaceutique (entre autres) qui n'aurait sans doute pas atteint son niveau de développement actuel sans l'apparition de ce marché étendu et sûr qu'offre la Sécurité Sociale.

On ne peut évoluer dans ce monde complexe, où les relations s'enchevêtrent les unes dans les autres, seulement armé de la Charte de Quaregnon ou de bonne volonté.

La réalisation des objectifs retenus par le congrès de la F.G.T.B. ne dépend donc pas seulement de la combativité ou de la sincérité des militants, mais aussi de leur compétence, de leur aptitude à échapper aux contradictions devant lesquelles ils se trouvent placés, de leur habileté à dégager, dans des situations toujours difficiles, les solutions qui respectent l'intérêt bien compris des travailleurs, l'intérêt de la classe.

* * *

Etablir une véritable indépendance syndicale; systématiser le recours à l'action de masse; réagir avec plus de vigueur aux idées de la bourgeoisie, voilà selon nous les grands axes qui doivent, après le congrès de la F.G.T.B., inspirer tous ceux qui perçoivent la nécessité de ne pas se satisfaire d'un progrès, remarquable sans aucun doute, mais qui — du fait même — élève le niveau des exigences auxquelles doit répondre un syndicalisme d'avant-garde.

L'action ouvrière, qui a déjà pesé avec beaucoup de force dans la préparation du congrès, dont les effets sont nettement perceptibles chez les militants syndicaux, constitue la force la plus puissante, capable d'entamer cette opération d'ensemble.

Les orientations adoptées par le congrès favorisent l'action. C'est à travers celle-ci, on a pu le vérifier, que se posent, de la manière la plus propice à de bonnes solutions, les problèmes de la démocratie, de l'autonomie à l'égard des partis.

L'action entamée par les services publics par exemple, soutenue par une grève de 24 heures, après le rejet de propositions gouvernementales jugées insuffisantes, pose d'une manière concrète les problèmes des rapports entre les syndicats et la société actuelle. L'Etat, engagé de plus en plus profondément dans une politique de soutien à l'économie, ne peut faire face — d'une façon satisfaisante — aux multiples besoins

découlant des exigences individuelles et collectives de la vie sociale : la sécurité sociale est organisée sur une base mercantile qui entraîne un déséquilibre budgétaire permanent, malgré la détérioration des prestations ; l'usage des services publics est de plus en plus coûteux pour les petits et moyens consommateurs. En tant que patron, l'Etat se comporte d'une manière parfaitement orthodoxe : il cherche à obtenir le meilleur rendement au moindre coût. S'il ne retient pas toujours directement une plus-value de ses activités, il donne l'occasion aux entreprises d'élever leurs propres profits, par les aides multiformes que procurent des services à bon marché.

Depuis vingt ans, les traitements des travailleurs des Services publics accumulent des retards par rapport aux revenus du secteur privé. Aujourd'hui, l'effort budgétaire que suppose la satisfaction des revendications des travailleurs de la Fonction publique semble énorme, du fait de l'accumulation de ce retard.

Le gouvernement suggère des solutions incomplètes, parce qu'il les situe dans le cadre d'une politique des revenus inacceptable. Pour rencontrer les exigences syndicales, sans en reporter les conséquences au compte d'autres catégories sociales — notamment sous la forme de nouveaux impôts — il faut mettre en question la redistribution du revenu national en réduisant la part des entreprises d'une façon ou d'une autre.

Le congrès de janvier fournit les éléments justifiant une telle exigence. Il reste cependant à les utiliser, à les appliquer à une situation concrète où apparaîtront les contradictions signalées plus haut, entre les conceptions syndicales et celles des amis politiques exerçant le pouvoir.

Cet exemple montre clairement, selon nous, que l'action constitue bien le point de départ de tout nouveau progrès, dans le sens indiqué par le congrès de janvier.

Un siècle après : signification de la Commune

Jean Allemane, ouvrier typographe et militant actif du VI* arrondissement, s'adressait pendant la Commune aux enfants d'une nouvelle école. Il leur disait : « Quoiqu'il advienne, vous devrez, devenus hommes, défendre la mémoire des hommes de la Commune contre ceux qui les calomnieront ».

Quelle est donc, un siècle après, la signification de la Commune ? Deux remarques préalables s'imposent.

En premier lieu, il convient de ne jamais oublier que la Commune n'a duré que soixante-douze jours. On raconte que Lénine dansa de joie quand la jeune République soviétique eut dépassé le cap des soixante-douze jours. Encore faut-il ajouter que les Communards furent très vite dans l'obligation de se consacrer avant tout à la défense de leur ville assiégée.

En deuxième lieu « la grande mesure sociale de la Commune, ce fut sa propre existence ». Cette formule de Marx doit être méditée. La Commune a réalisé un type d'Etat nouveau. Ce qui ne signifie pas que les acteurs ont eu, dès l'origine, une claire conscience de leur entreprise. Le 18 mars au soir, il y avait à Paris vacance du pouvoir. Thiers était parti, rejoint par nombre de fonctionnaires et d'employés supérieurs. Il a bien fallu que, dans la nuit du 18 au 19 mars, le Comité central de la Garde nationale s'impose comme un gouvernement de fait.

On a exagéré le rôle de la spontanéité pendant la Commune. A coup sûr, il y a eu des mouvements spontanés. Mais il importe de se souvenir que des organisations existaient qui pouvaient encadrer les Parisiens. Certaines remontaient à la fin de l'Empire comme la Chambra fédérale des sociétés ouvrières créée en novembre 1869 et la Fédération des sections parisienne de l'Internationale fondée le 18 avril 1870. D'autres organisations étaient nées des conditions de guerre. Au lendemain même du 4 septembre, des Comités de vigilance sont constitués dans tous les arrondissements de Paris. Ils définissent ainsi la tâche qu'ils veulent accomplir : « pourvoir dans leur arrondissement, soit par eux-mêmes, soit par des réclamations incessantes auprès des autorités compétentes aux mesures urgentes, nécessaires pour assurer la défense de Paris et la distribution équitable des vivres et

des subsistances, pour préparer la formation de la Commune de Paris par les élections au Conseil municipal et enfin pour affermir inébranlablement le maintien de la République démocratique et sociale ». Le 5 septembre au soir les délégués des comités d'arrondissement forment le Comité central républicain des vingt arrondissements. Son rôle fut décisif, D'autre part, depuis les premiers jours de février, des assemblées réunissaient des représentants des différents bataillons de la Garde nationale. Un Comité central provisoire est créé qui se déclare le 10 mars « la barrière inexorable élevée contre toute tentative de renversement de la République ». Cinq jours plus tard,le Comité central définitif est constitué. On peut même ajouter qu'il y avait en France, à la fin du Second Empire, une certaine aspiration à la création d'un parti ouvrier et révolutionnaire. Entre l'applitisme de tradition proudhonienne et un parti républicain dominé par des petits bourgeois libéraux. l'élite des ouvriers révolutionnaires éprouvait le besoin d'une organisation qui fût la leur. L'absence (fort compréhensible pour des raisons historiques) d'un tel parti explique bien des erreurs et bien des confusions.

Si on examine la composition du Conseil général de la Commune, on constate qu'il est formé d'hommes aux tendances très diverses. Evidemment les élections ont fait entrer à l'Hôtel de ville un très grand nombre d'ouvriers. On se rappelle qu'en 1848 un ouvrier, un seul, le mécanicien Albert, avait fait partie du gouvernement provisoire au lendemain des journées de Février. Sur 65 membres qui siègent effectivement au Conseil de la Commune, 25 (soit près de 40 %) sont des ouvriers, mouleurs comme Camelinat, Theiss, mécaniciens comme Langevin et Assi (qui a dirigé l'année précédente les grèves du Creusot), bijoutiers comme Frankel, relieurs comme l'admirable Varlin, etc... Les autres membres du Conseil général viennent de la petite bourgeoisie. Ce sont des employés, des comptables, des médecins, des instituteurs, des hommes de loi, des journalistes.

Quelle que soit leur origine sociale, ces hommes ont des traits communs. Beaucoup d'entre eux ont déjà milité pour la cause du peuple, parfois comme Delescluze ou Lefrançais dès la Seconde République. Plusieurs ont connu la prison ou l'exil. Mais ils n'ont jamais été au gouvernement. Ils n'ont donc aucune expérience de ce point de vue. Ils doivent tout improviser — et dans les conditions les plus difficiles.

A coup sûr les membres du Conseil général de la Commune appartiennent à des tendances bien diverses. Encore que le mot tendance ne doive pas être pris dans un sens très strict. Il s'agit de courants d'idées aux contours très mal définis et mouvants au gré des circonstances. Il est donc très risqué de « classer » les Communard. Toute étiquette est sujette à caution. Sans doute va-t-on bientôt distinguer une majorité et une minorité. La minorité est formée des membres du Conseil qui se sont opposés à la création d'un Comité de Salut public. Elle comprend surtout des Internationaux, et sa composition est spécifiquement ouvrière. Ils ont pour la plupart subi l'influence de Proudhon. Mais pas de schématisme. Ces hommes ont une pratique des luttes ouvrières et ont, en raison de cette pratique, rejeté bien des thèmes proudhoniens. En dépit de l'enseignement de Proudhon, ils ont soutenu les grèves, pris une part directe à la création des Chambres syndicales et entamé contre l'Empire une lutte politique. D'ailleurs où en sont les Proudhoniens « étroits » ? Tolain est du côté des Versaillais et Gustave Chaudey qui fut l'exécuteur testamentaire de Proudhon sera fusillé comme traitre par la Commune. De telle façon que ces proudhoniens « émancipés » rejoignent souvent dans l'action ceux des Communards, très nombreux, qui se sont rapprochés de la pensée marxiste. Il s'agit surtout de l'ouvrier hongrois Frankel. Délégué à la Comission du Travail et des Echanges il affirme : « Nous ne devons pas oublier que la Révolution du 18 mars a été faite par la classe ouvrière. Si nous ne faisons rien pour cette classe, je ne vois pas la raison d'être de la Commune ». C'est aussi dans une certaine mesure le point de vue de Benoît Malon : « On dit que nous ne pouvons pas nous occuper de questions sociales : je dois dire que jusqu'ici l'Etat est assez intervenu contre les ouvriers. C'est bien le moins qu'aujourd'hui l'Etat intervienne pour les ouvriers ». La majorité est encore plus disparate. Sous ie terme d'ailleurs assez vague de blanquistes, on range une douzaine de membres de la Commune. Encore sont-ils divisés. Les uns reconnaissent l'autorité de leur ancien chef. Il s'agit de Ferré, Rigault, Chardon et Eudes. Mais Blanqui est en prison. Il avait été arrêté le 17 mars et c'est en vain que la Commune proposera de l'échanger contre l'archevêque de Paris, Mgr Darboy. Thiers s'y refusa, persuadé que « rendre Blanqui à l'insurrection serait lui envoyer une force égale à un corps d'armée ». D'autre « blanquistes » se proclament eux-mêmes dissidents. C'est le cas de Tridon, de Ranvier, et de Protot. A côté de ces Blanquistes « fidèles » ou « dissidents », voici, et ce sont les plus nombreux, ceux qu'en a coutume d'appeler les « Jacobins », les « révolutionnaires indépendants » ou simplement les « radicaux ». Les uns, comme Delescluze ou Lefrançais, appartiennent à la génération des Quarante-huitards. La plupart sont des jeunes. Ils ne sont entrés dans la vie politique qu'à partir de 1860. Ils demeurent très individualistes, susceptibles et querelleurs. Ils prennent à discourir un plaisir extrême. Ils sont hantés par la Révolution de 1789 qu'ils entendent « recommencer ». Certains faits en portent témoignage : réminiscences dans les discours, adoption du calendrier révolutionnaire, création d'un Comité de Salut Public, titres de certains journaux (Le Père Duchêne par exemple) et de certains clubs, etc. Vallès parlera avec mépris de « tout ce fatras de la légande 93 » et Frankel reprochera à Grousset de « se coucher et de se lever avec la Constitution de 1793 ».

En vérité il ne faut pas accorder un sens trop étroit aux mots de majorité et de minorité. La **Déclaration au Peuple français** du 19 avril, qui constitue le manifeste de la Commune (on a dit aussi son Testament), a été votée à l'unanimité moins une voix.

En dépit de toutes ces divergences, en dépit aussi des faiblesses et des erreurs (refus de prendre dès le 19 mars l'offensive contre Versailles, manque de vigilance, goût de la phrase, respect de la Banque de France), l'œuvre de la Commune revêt une très grande signification.

D'aucuns ont parlé du mythe de la Commune. C'est le thème des « deux Communes ». La Commune aurait une double existence. Une fois vaincue, elle aurait recommencé à vivre une autre existence dans la mémoire. Cette deuxième vie tirerait son origine de l'interprétation formulée par Marx dans La guerre civile en France et reprise par Lénine. Evidemment la Commune existe en tant qu'événement dont on n'a pas fini d'approfondir l'histoire et elle est aussi une donnée de l'expérience dans la formation et le développement de la théorie révolutionnaire et un souvenir dans la mémoire collective des travailleurs. Reste à savoir s'il y a contradiction entre ces deux Communes.

Il faut partir de cette constatation peut-être banale, mais sur laquelle on ne réfléchit pas assez, que la Commune a été un événement d'une très grande complexité. Il recèle quand on l'examine à la loupe des composantes diverses, voire contradictoires. Or depuis un siècle, au lieu de considérer la Commune telle qu'elle fut, c'est-à-dire comme une totalité, on a eu trop tendance à isoler une de ses composantes pour la privilégier. Ce qui conduit à mutiler l'événement et à faire entrer dans la catégorie des mythes les composantes qu'on a rejetées ou ignorées.

Par exemple, on ne peut nier le caractère national de la Commune. Il est clair que l'indignation patriotique contre la trahison du gouvernement dit de la Défense nationale a joué un rôle important. Il est clair aussi que certains hommes en se mettant au service de la Commune n'ont été entraînés que par le seul élan patriotique. C'est le cas du colonel Rossel. Voilà qui explique comment les « nationalistes » français ont tenté de « récupérer » la Commune de Paris. Le livre récent du général Zeller (Les hommes de la Commune) en est une preuve manifeste. Ce général condamné pour son rôle dans l'O.A.S. a occupé ses loisirs dans la prison de Tulle a étudier ces grands patriotes que furent les Communards. C'est une vue très partielle de l'Evénement-Commune. C'est ne pas voir que, dans la réalité communarde, le patriotisme a un contenu social et qu'il ne peut être distingué ni des espérances sociales de la Commune ni des progrès de la conscience internationale qui la caractérisent. Le caractère international de la Commune de Paris est incontestable. De nombreux étrangers ont pris part à la Commune, « admis (pour reprendre la belle expression de Marx) à l'honneur de mourir pour une cause immortelle ». Ce sont des Italiens, pour la plupart des Garibaldiens comme Amilcare Cipriani, compagnon de lutte de Flourens, le Communard assassiné (168 Italiens furent arrêtés); des Belges très nombreux (737 d'entre eux figurent sur les listes des étrangers incarcérés) ; des Hongrois comme l'intègre et lucide Frankel; des Russes comme Elisabeth Dmitrieff (qui était en correspondance avec Marx) et Anne Korvina Kroukovskaïa; des Polonais comme Dombrovski et Wrobievski (plus de trois cents Polonais apparaissent dans les rangs des « Communeux »). Ainsi donc, aux combattants parisiens se sont mêlés des hommes et des femmes venus de tous les pays. Sans hésitation aucune, même quand ils n'appartenaient pas à l'Association Internationale des Travailleurs, ils avaient compris que la cause de la Commune était la leur. De son côté, la Commune ne fit aucune distinction entre ceux qui se ralliaient à son drapeau. La question fut posée à la Commission chargée de valider les élections au Conseil général de la Commune: « Les étrangers peuvent-ils être admis à la Commune? ». Et cela précisément à propos de l'élection de Frankel dans le XIII* arrondissement de Paris. « Considérant, répondit la Commission, que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle ; considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyen aux étrangers qui la servent... La Commission est d'avis que les étrangers peuvent être admis et vous propose l'admission du citoyen Frankel ». L'élite ouvrière de tous les pays a manifesté sa solidarité envers la Commune. Citons seulement Bebel, alors député socialiste au Reichstag, qui répliquait à Bismarck : « Tout le prolétariat européen et tout ce qui garde encore dans la poitrine le sentiment de la liberté et de l'indépendance a les yeux fixés sur Paris... Il ne se passera pas beaucoup de dizaines d'années avant que le cri de bataille du prolétariat parisien : "guerre aux palais ; paix aux chaumières, mort à la misère et à l'oisiveté" ne devienne le cri de bataille de tout le prolétariat européen ». Il suffit de feuilleter le Journal Officiel de la Commune pour constater avec quelle ferveur sont recueillis tous ces témoignages de fraternité. Mouvement de protestation nationale, la Commune a été en même temps un épisode d'une bataille de classe à l'échelle mondiale. Face à l'alliance Thiers-Bismarck se noue une autre alliance, l'alliance de combat du prolétariat (tout au moins de ses élites les plus conscientes) réuni dans une même volonté de lutte et dans une même espérance par-delà les frontières.

Voici un autre exemple du danger qu'il y a à ne retenir que certains aspects de la Commune. Dans le personnel communard, il n'y a pas que des ouvriers. Nombreux sont les petits bourgeois qui se jettent dans la tourmente : boutiquiers, artisans, journalistes, etc... Nous avons constaté

qu'ils sont relativement nombreux dans le Conseil général de la Commune - tout simplement parce que la moyenne générale d'instruction est alors plus élevée chez ces petits bourgeois que dans la masse ouvrière. Partant de cette constatation, s'accrochant à elle, des historiens font de la Commune une insurrection de la petite bourgeoisie. Attention ! On peut aller très loin dans cette direction. S'appuyant sur le fait (incontestable) que des déclassés sont intervenus dans l'insurrection, la Revue des Deux Mondes du 15 juillet 1871 écrivait que « la Commune était le triomphe et la fin de la Bohême ». En réalité toutes les recherches érudites convergent : la Commune est bien une insurrection à dominante ouvrière. Le rapport d'ensemble que, chargé de la répression, le général Appert présenta à l'Assemblée Nationale est très révélateur. Classant les condamnés par profession, il relève 2.901 journaliers, 2.293 maçons, 1.659 menuisiers, 1.598 employés de commerce, 1.492 cordonniers, 1.065 commis, 210 chapeliers, 382 charpentiers, 206 couturières, 172 doreurs, 636 ébénistes, 98 facteurs d'instruments, 227 ferblantiers, 224 fondeurs, 184 graveurs, 193 passementiers, 863 peintres en bâtiment, 106 relieurs, 283 sculpteurs, 681 tailleurs, 347 tanneurs, 157 mouleurs, 766 tailleurs de pierre. Sur un total de 34.722 personnes incarcérées, 84 % appartiennent à des catégories ouvrières. Il y a plus : on évalue à 100.000 le nombre des ouvriers qui, tués, prisonniers ou en fuite, manquent dans Paris au lendemain de la Semaine sanglante. Le caractère de classe de la répression, la grande peur des possédants, tout cela confirme que c'est bien le prolétariat parisien, tel qu'il était en 1871, qui a été l'âme de la Commune. Ceux qui, comme Marx, l'avaient affirmé dès 1871 n'avaient pas forgé un mythe.

Il paraît aussi, pour d'aucuns, que le caractère socialiste de la Commune est un mythe. Il appartiendrait à la légende tissée après coup par les mains pieuses des théoriciens socialistes. Encore une fois, ne sortons pas des limites chronologiques de l'événement. Il ne peut s'agir que du socialisme de ce temps ou plus exactement des socialismes de ce temps. La Commune est de ce point de vue une sorte de banc d'essai pour les vieux courants socialistes (proudhonien, blanquiste) nettement majoritaires. Le socialisme scientifique n'est, nous l'avons vu, entrevu que par quelques personnalités en liaison avec Marx. D'où l'inachèvement et la confusion des projets. Mais les intentions sont claires. Dans le Journal Officiel, on peut lire à la date du 21 mars 1871 : « Les prolétaires de la capitale, au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en mains la direction des affaires publiques ». Et encore « Le prolétariat... a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en mains sa destinée et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir ». Voilà qui est net quant aux perspectives des Communards. C'est bien pour jeter les bases d'un nouveau monde qu'ils se battent, d'un monde dans lequel l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparu. Pour l'immédiat c'est en direction des ouvriers et en leur faveur que s'exerce l'action de la Commune en tant que gouvernement. Le 16 avril, il est décidé de dresser une statistique des ateliers abandonnés afin de les confisquer et d'en confier la gestion aux travailleurs. Le 27 avril un décret interdit les amendes et retenues prélevées arbitrairement par les patrons sur les salaires et dont la suppression était parmi les revendications les plus souvent formulées par les ouvriers à la fin de l'Empire. C'est aussi, avec application au 27 avril, la suppression du travail de nuit dans les boulangeries. Sans doute, bien que Frankel ait qualifié cette dernière décision du seul décret « véritablement socialiste rendu par la Commune », il ne convient pas d'en exagérer la portée. L'essentiel est que, face aux patrons, la Commune en ait exigé

l'application. Beaucoup plus significatif est le décret sur les conditions de passation des marchés par la Commune. La préférence doit « toujours » être accordée aux coopératives ouvrières de production alors assez nombreuses. D'autre part, la Chambre syndicale de la corporation intéressée sera associée à l'élaboration des conditions du marché et les cahiers des charges porteront indications « du prix minimum du travail à la journée ou à la façon à accorder aux ouvrières et aux ouvrières » concernés par le marché.

En conclusion, il apparaît au travers d'un siècle de recherches érudites sur la Commune que l'interprétation que Marx en a donnée était l'interprétation scientifique. Elle collait à la réalité. Partant de la pratique qui avait été celle des Communards, Marx a dégagé des conclusions théoriques fondamentales sur la nécessité de substituer à l'Etat bourgeois un Etat de type nouveau. Il est bien évident que les Communards n'avaient pas une claire conscience de ce qu'ils entreprenaient. Ce n'est pas par référence à une conception doctrinale qu'il ont créé le premier gouvernement ouvrier apparu dans l'histoire mais parce que les circonstances les y ont obligés.

L'importance historique de la Commune tient donc au fait qu'elle a été la première expérience d'une dictature de la classe ouvrière (alliée à la petite bourgeoisie), la première tentative héroique du prolétariat pour orienter et accélérer la marche de l'histoire contre le capitalisme et vers le socialisme. Etant bien entendu que cette entreprise se situe dans un contexte historique déterminé qui en explique à la fois l'audace (« à l'assaut du ciel ») et les limites.

Le dictionnaire biographique du Mouvement Ouvrier français

A l'occasion du centenaire de la Commune de Paris, il est intéressant de jeter un coup d'œil sur les biographies de ces communeux, comme ils s'appelaient à l'époque ou communards comme les appelaient leurs adversaires et notamment les Versaillais. Le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français sous la direction de Jean Maîtron nous permet d'étudier de plus près ce personnel communaliste. (1)

Le lecteur du premier volume de ce dictionnaire — qui en comprendra quinze — pouvait à juste titre être sceptique au vu de cette entreprise qui paraissait énorme et même irréalisable. Divisée en quatre périodes (1789-1864, 1864-1871, 1871-1914, 1914-1939), l'entreprise vient d'accomplir un pas gigantesque puisque le volume 9 qui clôture la deuxième période sort de presse au moment où nous écrivons ces lignes.

Les trois premiers volumes sont consacrés aux origines du mouvement ouvrier français; nous trouvons les grands noms du socialisme français: Gracchus Babeuf, le célèbre tribun exécuté en 1796, Saint-Simon et son disciple Prosper Enfantin, Charles Fourier et son disciple Victor Considérant qui fit un séjour en Belgique après l'échec de l'insurrection du 13 juin 1849 avant de partir en 1852 au Texas pour y fonder une colonie sociétaire, le socialiste chrétien Philippe Buchez, Louis Blanc, Louis-Auguste Blanqui surnommé « l'Enfermé » car il passa plus de trente-trois ans en prison, Etienne Cabet l'auteur du Voyage en Icarie (écrit en 1840), un des ouvrages socialistes les plus lus avant la révolution de 1848, etc. Mais ce n'est pas tout. Ce Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français permet aussi et surtout d'obtenir

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, publié sous la direction de Jean Maitron. Paris, Editions Ouvrières. 1º partie (3 volumes) 1964-1966; 2º partie (6 volumes) 1967-1971.

des renseignements sur tous ces militants simples et obscurs qui se chargèrent de diffuser ces doctrines, parfois confuses ou utopiques, voire fantaisistes. Parmi ces figures plus modestes, citons le nom de Jean-Baptiste BOICHOT (né en 1820), représentant à l'Assemblée nationale en 1849 qui dut se réfugier à l'étranger après 1849 et finit ses jours à Bruxelles comme pédagogue où il professait encore en 1889, mais dont la date de décès ne nous est pas connue.

Cette première partie en trois volumes (auxquels collabora activement le regretté historien Jean Dautry) contient 12.000 notices biographiques sur tous ceux qui participèrent au mouvement ouvrier français de 1789 à 1864 : elle est — à partir des sources actuellement disponibles — aussi complète que possible.

Il n'a pas été possible d'être aussi exhaustif pour les volumes consacrés à l'Internationale et à la Commune; dans l'Avant-propos de cette deuxième partie, J. Maîtron et M. Egrot expliquent les critères de sélection qu'ils ont adoptés:

« En ce qui concerne l'Internationale, nous avons recherché le nom de tous ceux qui, en France, ont adhéré à cette organisation avant, pendant et même après la Commune, des Français qui, à Londres, créèrent en 1865 la Branche française, exclue trois ans plus tard, reconstituée au lendemain de la Commune sous le nom de Section fédéraliste française de 1871; nous avons recherché aussi les Français qui, en exil, tentèrent de se regrouper en sections de l'Internationale ... Il nous reste à voir ce que signifie pour nous « la totalité du personnel » lorsqu'il est question de la Commune, en province et surtout à Paris ... Pour la province, nous avons retenu le nom de tous ceux qui ont été condamnés pour avoir participé aux essais de soulèvements régionaux ou manifesté, à un titre ou à un autre, leur solidarité à la capitale.

» Pour Paris, le premier critère adopté fut également celui de la condamnation et en principe, les bénéficiaires d'un acquittement ou d'un non-lieu — sauf si ce non-lieu était dû au décès — ne figurent pas dans le Dictionnaire. » (2)

Au total, quelque 18.000 biographies où nous retrouvons bien sûr les grands noms : à nouveau Blanqui qui ne put participer à la Commune car il avait été arrêté le 17 mars (la veille de l'insurrection) et les Versaillais refusèrent de l'échanger contre 74 otages, Eugène Pottier l'auteur de l'Internationale, Maurice Lachâtre l'éditeur de la première traduction française du Capital qui parut en livraisons de 1872 à 1875, le chanteur et poète Pierre Lachambeaudie, les deux gendres de Karl Marx, Paul Lafargue et Charles Longuet, l'écrivain Jules Vallès qui se réfugia en Belgique en 1879 (3) et bien d'autres encore.

Parmi les noms des quelques Belges qui participèrent à la Commune de Paris, nous avons notamment relevé ceux de Josse BRUYLANTS, de

⁽²⁾ op. cit. volume 4, p. 11 et p. 17.

⁽³⁾ Un dossier de police sur le séjour de Vallès à Bruxelles en 1879-1880 est conservé aux Archives de la Ville de Bruxelles ; cf. VUILLEUMIER M., Quelques proscrits de la Commune in « Le Mouvement Social », n° 44, pp. 63-82.

Pierre CAMMAERT, de Henri NIJS, de François ONKELINX, de Jean-Baptiste PEETERS, de Fritz OTTERBEIN, de Paul PIERSON, de Louis PIROTTE et de Guillaume POGMANS; une liste complète de ces Belges paraîtra dans le volume 9 sous le nom de F. ZINGE.

L'utilisation du Dictionnaire est facilitée par une série d'instruments complémentaires : une notice de Jean Maîtron sur les effectifs de l'Internationale (4) qui rétablit — plus près de la réalité — les chiffres exagérément grossis fournis aussi bien par les services de police qui avaient intérêt à gonfler ces effectifs pour justifier une répression plus dure (5) que par certains militants qui voulaient se griser de leur propre propagande ; une liste alphabétique par département des membres de l'Internationale et des citoyens ayant sympathisé avec la Commune de Paris.

S'il est possible que le Dictionnaire comporte quelques lacunes, vu l'immensité du travail entrepris, il est certain cependant qu'il rendra d'immenses services à tous les historiens du mouvement ouvrier ; il devrait figurer dans toutes les bibliothèques ouvrières ou syndicales.

Espérons que notre pays sera bientôt doté d'un instrument de travail aussi précieux. (6)

⁽⁴⁾ L'auteur reprend ici l'intervention qu'il présenta lors du Colloque international organisé à Paris pour le centenaire de l'Association internationale des Travailleurs. Cf.: La Première Internationale: l'institution, l'implantation, le rayonnement (Colloque du C.N.R.S., Paris, 16-18 novembre 1964). Paris, 1968, pp. 129-133.

⁽⁵⁾ Nous songeons notamment à l'avocat Oscar Testut, auteur de nombreux ouvrages très documentés sur l'Internationale; cf. DEL BO G., Lo spionaggio intorno alla Prima Internazionale. Oscar Testut, agento segreto « numero 47 », in « Movimento operaço », n° 6, 1952, pp. 953-970.

⁽⁶⁾ Signalons ici qu'un Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier belge est en préparation.

Le prochain numéro des « Cahiers marxistes » paraîtra en juin 1971

	Abonnement	annuel	de sout		tien :		200		F	minimum		
	Abonnement	annuel	ord	inaire	e :						140	F
	Vente au nu	méro :									40	F
à	verser au C.C.P.	de la F	onda	ondation J.			ACRES AND AND ADDRESS OF THE PERSON OF THE P				1887.45 Bruxelles	

FÉDÉRATION NATIONALE DES " AMIS DE L'EXPLOITÉ ..

II" CONGRÈS

tenu à Bruxelles, le Dimanche 27 Février 1921

Rapport sur la Situation Politique Générale

PAR LE

Citoyen Charles MASSART



BRUXELLES
MERIMERIE POPULAIRE ...
46 rue Haute, 40

1921

Aux origines du Parti Communiste de Belgique : 1921 - 1923

La fondation du Parti communiste de Belgique les 3 et 4 septembre 1921 est le fruit d'une maturation politique de divers groupes révolutionnaires qui marquèrent leur enthousiasme envers la Révolution russe de 1917.

Parmi ces groupes, celui des « Amis de l'Exploité » nous apparaît comme le plus organisé et le plus idéologiquement structuré. C'est pourquoi nous publions l'important rapport présenté par Charles Massart au deuxième congrès des « Amis de l'Exploité » en février 1921.

Les « Amis de l'Exploité » était une organisation, au sein du P.O.B., qui regroupait ceux qui acceptaient le programme défendu dans le journal L'Exploité fondé la 17 novembre 1918 au lendemain de l'armistice : Joseph Jacquemotte, Charles Massart et Charles Everling y exposaient avant tout leurs positions antiministérialistes et de lutte de classe; en 1920, le journal tirait à plus de 10.000 exemplaires. Depuis novembre 1918, cette alle gauche du

P.O.B. ne manquait aucune occasion de critiquer la politique de collaboration ministérielle pratiquée par les dirigeants du P.O.B.; cette politique eut encore des partisans plus convaincus après la victoire du P.O.B. aux élections législatives du 16 novembre 1919. (1)

Sous la poussée du mouvement révolutionnaire mondial et surtout de la Révolution russe, la classe ouvrière belge avait obtenu diverses conquêtes politiques et sociales parmi lesquelles il faut citer : le droit de suffrage pour tous les hommes à 21 ans (2), la suppression de l'article 310 du Code pénal qui accordait enfin le droit de grève aux travailleurs, ainsi que l'obtention de la journée de 8 heures et de la semaine de 48 heures. C'est dans ce climat social et politique que se déroula, pendant plus de trois ans, la bataille menée par les minoritaires du P.O.B. pour tenter de faire appliquer un programme de lutte de classe.

Ce combat mené par l'aile gauche du

⁽¹⁾ En remportant 36 % des suffrages, le P.O.B. devint le deuxième parti politique du pays; il obtint 70 députés tandis que les catholiques en obtenuit 73 et les libéraux 34.

(2) Bien que l'article 47 de la Constitution (concernant le droit de vote) ne fut aboli que le 17 février 1921, ce droit de suffrage universel (pour les hommes seulement) fut accordé anticipativement dès les élections de 1919.

P.O.B. trouva son point culminant lors du Congrès restreint et secret du P.O.B. qui se tint les 11 et 12 décembre 1920 et mit en demeure les « Amis de l'Exploité » de cesser leurs activités, Joseph Jacquemotte, au nom des minoritaires, lut alors une déclaration dans laquelle il soulignait les points essentiels de la tactique sulvie par les minoritaires au sein du mouvement ouvrier belge, et constatait que la motion présentée par la Commission des Résolutions entraînait ipso facto l'exclusion des groupes des « Amis de l'Exploité » (3). Finalement, la résolution présentée par les droitiers fut adoptée par 447.258 voix contre 99.948 et 36.850 abstentions.

Et c'est ainsi qu'au deuxième congrès des « Amis de l'Exploité », Charles Massart dut constater que, trois mois après le vote des mesures d'exclusion, l'écart s'était encore aggravé entre la politique droitière des dirigeants du P.O.B. et les aspirations des masses ouvrières. Ce deuxième congrès des « Amis de l'Exploité » n'adopta pas encore le programme de l'Internationale communiste, mais il signifia son adhésion morale aux thèses de la IIIe Internationale.

En mai 1921, le troisième congrès des « Amis de l'Exploité » décida de passer de l'adhésion morale à l'adhésion effective et de principe; Jacquemotte signala d'ailleurs que si, en février, il était encore adversaire de quitter le P.O.B., la situation avait changé et il déclara : « nous ne devons plus songer à amener les chefs du Parti [ouvrier] à rompre avec leur politique actuelle, ce serait une illusion ». (4) Le rapport présenté à ce troisième congrès s'attacha essentiellement à commenter le programme de l'Internationale communiste et les 21 conditions d'admission (5); le congrès décida la fondation d'un Parti communiste qui se mettrait en rapport avec le Comité exécutif de la III" Internationale : en juillet 1921, Joseph Jacquemotte et Robert Poulet furent invités à assister au troisième congrès de l'I.C. où ils présentèrent un rapport au nom de l'aile gauche du P.O.B. (6)

Cependant, d'autres groupes influencés par la Révolution russe existaient déjà dans notre pays, et s'étaient détachés du P.O.B. Il s'agit surtout du groupe communiste fondé par War Van Overstraeten qui avait adhéré en 1918 à la Jeune garde socialiste de Bruxelles et avait signifié très tôt son enthousiasme pour la Révolution russe en collaborant notamment au journal Le Phare fondé en Suisse par Jules Humbert-Droz. A partir du 15 février 1920, War Van Overstraeten fit paraître L'Ouvrier Communiste (organe du groupe communiste de Bruxelles) et il assista en août 1920 au deuxième congrès du Komintern alors que ce groupe communiste ne comptait pas plus de 200 membres. A la Toussaint 1920, ce groupe communiste tint un congrès qui adopta un programme résolument et essentiellement antiparlementaire; faut-il rappeler qu'à ce congrès de l'I.C. en août 1920, War Van Overstraeten avait voté en faveur de la motion antiparlementaire présentée par l'Italien Amadeo Bordiga ? D'ailleurs, de nombreux articles de L'Ouvrier Communiste étaient consacrés à dénigrer les positions défendues dans L'Exploité par Jacquemotte, Massart et Everling. A Moscou, le 3 août 1920, Van Overstraeten avait dénoncé une fois de plus les minoritaires du P.O.B. comme « des centristes qui sa bornent à une défense sentimentale de la Révolution russe et sèment la confusion ». (7)

Mais au troisième congrès de l'Internationale communiste, le Comité exécutif ne se borna pas à enregistrer les remarques de Van Overstraeten contre l'aile gauche du P.O.B. qui venait de se former en parti communiste; il préconisa activement la fusion des groupes existants en un seul parti communiste, et ce, dans les deux mois à venir. C'est à quoi aboutit les 3 et 4 septembre 1921 le congrès de fusion qui se tint à Bruxelles et marqua l'acte de naissance de l'actuel Parti communiste de Belgique.

* * *

Charles Massart joua un rôle prépondérant aux « Amis de l'Exploité » dont

⁽³⁾ Déclaration lue par Joseph Jecquemotte au Congrès restreint et secret du P.O.B., cités d'après : J. Jacquemotte. Une grande figure du mouvement ouvrier belge. Bruxelles, 1961, p. 49.

(4) Intervention de Jacquemotte au troisième congrès des « Amis de l'Exploité », publiée dans L'Exploité du 18 juin 1921 et reprise dans J. Jacquemotte, op. cit., pp. 53-54.

(5) Programme de l'Action socialiste révolutionnaire en Belgique. Bruxelles, mai 1921 (27 p.).

(6) Ce rapport a été publié dans le nº 2 des Cahiers marxistes (juin-juillet-août 1969),

pp. 45-48. (7) Rapport sur la situation politique en Belgique, présenté par War Van Overstraeten le 3 août 1920 au 11e congrès de l'Internationale communiste (archives de la Fondation Jacquemotte).

il fut, avec Joseph Jacquemotte, le maître à penser et l'idéologue marxiste qui assurera au nouveau Parti communiste ses bases théoriques et doctrinales.

Né en 1877, Charles Massart entra à l'âge de 18 ans comme employé à la Régie des Télégraphes. En 1909, il s'inscrivit à l'Université nouvelle de Bruxelles où il décrocha un diplôme de docteur en sciences sociales : c'est alors qu'il adhéra au P.O.B. Il joua un rôle important à la Centrale d'Education ouvrière - fondée en 1911 - où dès avril 1913, il fut nommé professeur permanent et administrateur des écoles de langue française. Dissoute en 1914, la C.E.O. reprit en 1915 ses cours sous la direction de Charles Massart. En novembre 1918, il fonda avec J. Jacquemotte le journal L'Exploité. C'est lui qui présenta les rapports politiques lors des trois congrès tenus par les « Amis de l'Exploité ». Après le congrès de fusion en septembre 1921, Charles Massart entra comme rédacteur au Drapeau

Rouge où il resta jusqu'au moment de son départ pour Paris en 1922 : il entra alors au journal L'Humanité, tout en continuant à collaborer au Drapeau Rouge et à s'occuper des questions d'éducation. Il travailla ensuite aux Editions Sociales jusqu'en 1950. Il mourut au Cannet (dans les Alpes-Maritimes) en 1964.

Charles Massart est l'auteur d'une brochure parue en 1914 aux éditions « Germinal » du P.O.B. et intitulée Les Critiques du marxisme : Il y expose sommairement la doctrine marxiste et les principales critiques qui en ont été faites. Il est aussi l'auteur d'une histoire du mouvement ouvrier belge qui parut en 1922 à Paris à la Librairie de l'Humanité et intitulé La Belgique socialiste et communiste; nous y trouvons notamment d'importants extraits du rapport qu'il présenta au deuxième congrès des « Amis de l'Exploité » et que nous publions en entier ci-après.

B. DANDOIS.

II" CONGRES

DE LA FEDERATION NATIONALE DES « AMIS DE L'EXPLOITÉ »

TENU A BRUXELLES LE DIMANCHE 27 FEVRIER 1921

Exposé de la Situation Politique Générale

Le Conseil Général de la Fédération des « Amis de l'Exploité », dans sa dernière séance, a chargé le soussigné de rédiger, en vue de ce congrès, un bref rapport, destiné à servir d'introduction à la discussion sur la politique générale.

Il importe, en effet, que tous les membres du Congrès, que tous nos militants se rendent un compte exact de la gravité de la situation et puissent, en connaissance de cause, prendre des décisions fermes, qui, à notre sens, sont appelées à avoir une grande influence sur le sort du socialisme belge.

Nous nous efforcerons d'être aussi clair et aussi précis que possible, nous bornant à un bref rappel des événements antérieurs au dernier Congrès sur la « Discipline dans le Parti » et insistant surtout sur la situation nouvelle créée par ce congrès.

De Novembre 1918 à Décembre 1920

Nous ne nous étendrons pas longuement sur cette période, tous nos amis l'ont vécue comme nous, il nous suffira donc d'en rappeler sommairement l'évolution générale.

Pendant la guerre, nous avons vécu en Belgique — comme dans la plupart des pays d'ailleurs — sous le régime néfaste de la « Trève des Partis ». Non seulement, il avait été décidé en août 1914 qu'il n'y aurait « plus de différence entre les Belges » et que tous devaient faire front contre « l'ennemi commun », mais encore non contents de cesser sous toutes les formes toute lutte contre la bourgeoisie, nous avions été plus loin : nous avions fait alliance avec elle, et Vandervelde et Brunet étaient entrés au ministère. Nous avions mis le pied sur la pente fatale. L'activité politique et syndicale ouvertes étaient d'ailleurs supprimées en fait par la présence de l'occupant. Ajoutons que dans les organismes spéciaux créés par la guerre (comités d'alimentation, etc.), aucune opposition de classe — ou presque aucune — ne s'est manifestée. A la Fédération Bruxelloise du Parti, cependant, nous avons pendant presque toute la guerre maintenu le contact avec nos membres et, syndicalement et politiquement, continué secrètement et dans la mesure des circonstances notre activité socialiste. C'est ce qui explique peut-être que continuant avec méthode le travail commencé pendant la guerre, nous avons réussi à rallier l'immense majorité de cette fédération à nos conceptions « minoritaires » .

L'armistice vint. Tous, nous avions espéré que la fin — officielle — de la guerre marquerait le réveil du Socialisme dans notre pays. Nous avons été amèrement désillusionnés. Loin de reprendre la « voie éprouvée et glorieuse de la lutte de classe », nous avons continué, en la renforçant, la politique de confusionnisme et de collaboration de classe. Le premier Congrès de novembre 1918 s'est trouvé devant le fait accompli : trois ministres socialistes, Vandervelde, Wauters et Anseele, étaient nommés, le Congrès n'eut qu'à ratifier leur nomination, ce qu'il fit d'ailleurs à une immense majorité — nous étions alors une vingtaine d'opposants. La classe ouvrière, dévirilisée par quatre années de misère, fut éblouie

par les promesses magnifiques qui lui étaient faites (abolition de l'article 310, punition des accapareurs, taxation des bénéfices de guerre...). Hélas! combien de ces promesses ont été réalisées? Aux congrès successifs, les mêmes promesses — qui devaient être réalisées dans les six mois — ont été reproduites et des majorités — décroissantes, il est vrai — ont continué à accorder leur confiance à la politique de collaboration. Cependant celle-ci avait du plomb dans l'aile; l'opposition grandissait et, au dernier Congrès de Novembre 1920, où a été examinée la politique générale du Parti, ce fut à une majorité relativement faible — un peu plus de cent mille voix sur cinq cent mille — que le service de dix mois — condition imposée par la bourgeoisie à la constitution du ministère — fut acceptée.

Jusqu'à ce moment, notre activité s'était déroulée tout entière au sein du Parti Ouvrier Belge, et nos efforts n'avaient pas été inutiles.

Dans les diverses assemblées, comités, fédérations, groupes politiques, syndicats, dans nos conférences, dans l'Exploité, nous continuions la lutte, non seulement contre le ministérialisme, que nous considérions avec raison comme le principal obstacle au retour de toute politique de lutte de classe, mais encore pour l'application en toute matière des thèses et principes socialistes. Qu'il suffise de rappeler notamment les campagnes de la Fédération Bruxelloise contre la loi des loyers, la vie chère, l'impôt sur le revenu et l'attitude très nette de l'Exploité sur les mêmes questions. Malgré les difficultés, les tracasseries, le boycattage systématique de notre organe et de nos partisans, en certains endroits notamment, tant que la liberté d'action suffisante nous fut conservée, nous étions fermement résolus à faire l'impossible pour continuer au sein du Parti notre action de redressement socialiste. Mais la décision prise au récent Congrès sur la Discipline du Parti devait, malgré nos efforts, nous obliger à déclarer que nous considérions ce vote comme une mesure d'exclusion du Parti Ouvrier Belge.

Le Congrès restreint sur la Discipline du Parti

La discussion sur la Discipline du Parti devait avoir lieu au Congrès des 30-31 octobre et 1er novembre. Elle fut remise à un Congrès restreint, qui se tint les 11 et 12 décembre et où fut examinée également la question des langues, dont nous ne nous occuperons pas ici.

Le rapporteur, le citoyen Van Roosbroeck, égratignait tout d'abord dans son rapport quelques droitiers du Parti : Destrée, Brunet, Mathieu, Bertrand, puis, et surtout, il attaquait nettement la gauche. Il critiquait âprement l'activité de Jacquemotte, accusé de combattre les tendances et les militants du Parti et d'avoir créé des groupes d'Amis de l'Exploité.

La résolution proposée par la « Commission des Résolutions » ordonnait de mettre fin « à toutes campagnes de presse ou de réunions politiques qui tendent à diviser et à démoraliser la classe ouvrière en créant, sous prétexte d'amicales, un Parti dans le Parti, et déclarait, en ce qui concerne les « Amis de l'Exploité », « que cette forme d'activité constituait une violation des statuts du Parti et un manquement manifeste aux règles de discipline, qui, sous les mêmes sanctions, s'imposent aux groupes comme aux individus ».

De son côté, le citoyen Jacquemotte, membre de la Commission des Résolutions, dans une contre-proposition, invitait « les groupes d'Amis de l'Exploité à ne point se départir du rôle qu'ils se sont assignés et qui est de maintenir et de développer l'hebdomadaire socialiste L'Exploité. »

Cette contre-proposition fut adoptée à l'unanimité par la F.B., qui l'inséra dans son ordre du jour, opposé à l'ordre du jour de la Commission des Résolutions.

Au Congrès, le débat s'engagea avec netteté. Il fut visible dès le début que les attaques contre la droite étaient une comédie et qu'elles ne constituaient en réalité qu'un paravent destiné à abriter les attaques autrement sérieuses dirigées contre la gauche. La question fut rapidement précisée et le but nettement découvert : il fallait supprimer les « groupes d'Amis de l'Exploité », pour atteindre plus directement le journal même.

Nos porte-parole, les camarades Jacquemotte, Everling et Massart, acceptèrent la bataille sur ce terrain et justifièrent l'activité de l'Exploité et l'action minoritaire de la F.B.

En ce qui nous concerne spécialement, ils n'eurent pas de peine à démontrer que supprimer les « Groupes d'Amis », c'était atteindre, et gravement, l'*Exploité* lui-même et, par conséquent, supprimer pratiquement la liberté d'action de la tendance minoritaire.

Nos adversaires ne pouvaient arguer que nous tendions à former un Parti dans le Parti, puisque notre ordre du jour, très précis, disait que les « Groupes d'Amis » ne devaient pas s'écarter de leur but : la diffusion du journal.

Pour tout homme de bonne foi, la question était donc clairement posée et tout camarade voulant sincèrement l'Unité du Parti et reconnaissant le droit pratique de libre discussion pouvait et devait voter l'ordre du jour de la F.B. lui donnant entière et légitime satisfaction.

Personne ne rencontra directement notre affirmation. D'ailleurs, l'opinion des délégués était faite par avance et aucun doute à ce sujet ne fut plus possible, lorsqu'il s'agit de passer au vote. Les majoritaires avaient escompté le vote de la résolution de la Commission telle qu'elle était formulée, mais lorsqu'il fallut se compter, sur les deux seuls ordres du jour restés en présence, celui de la Commision et celui de Bruxelles, les délégués des Fédérations du Borinage et de Charleroi déclarèrent qu'ils ne pourraient voter l'ordre du jour de la Commission si on n'en retranchait au préalable, dans le 1° le membre de phrase : « Notamment en matière de politique internationale », qui pouvait sembler un désaveu de la politique de Brunet et de Destrée, et après un simulacre de résistance, la Commission des Résolutions accepta la modification. Mais quand, mu par un désir de conciliation, et dans l'espoir d'arriver à l'unanimité, un délégué proposa de retrancher également de la dite résolution le paragraphe concernant les « Amis de l'*Exploité* », cette proposition fut immédiatement repoussée et il fut même ajouté que, si on admettait cette proposition, le Congrès aurait perdu son temps depuis la veille dans une discussion inutile!

L'aveu était flagrant : c'étaient nous seuls qui étions visés ! Ce fut alors que Jacquemotte, au nom d'une vingtaine de camarades, lut la déclaration qui a été reproduite dans l'Exploité, dans laquelle nous déclarions que nous étions forcés de considérer le vote de la résolution de la Commission comme constituant notre exclusion du Parti. (1)

Nous voulions par une dernière tentative de conciliation montrer à la majorité l'importance du vote qu'elle allait émettre. Le résultat de cette tentative fut d'abord une intervention véhémente de de Brouckère, nous accusant de diviser le Parti et déclarant au nom des majoritaires que « puisque nous voulions la guerre, ils l'acceptaient », et ensuite le vote que l'on connaît.

Malgré toute notre bonne volonté, la patience et l'esprit de conciliation dont nous avions fait preuve, l'obstination et l'intransigeance des majoritaires nous acculaient à la scission.

⁽¹⁾ Le texte de cette déclaration a été publié dans le recueil « Joseph Jacquemotte, Une grande figure du mouvement ouvrier belge. Articles et interpellations parlementaires 1912-1936 », pp. 49-50.

Notre Action depuis le Congrès restreint

A. - LA FEDERATION BRUXELLOISE

Considérant avec raison que dans le différend entre majoritaires et minoritaires, il ne s'agissait pas d'une dispute d'individus, mais d'un conflit de tendances, nous avons porté le débat devant la Fédération Bruxelloise, qui, dans sa grande majorité, est partisan de la politique minoritaire.

Cette tactique se justifie pour deux raisons. Au point de vue des « Groupes d'Amis de l'Exploité », ceux-ci refusant de se dissoudre, les camarades qui en font partie doivent être exclus des groupes du Parti en vertu de la décision du Congrès. La Fédération Bruxelloise comme les autres fédérations doit appliquer les décisions du Congrès.

En second lieu, il ne s'agit pas ici simplement de l'existence des « Groupes d'Amís » ; ce sont, en réalité, deux politiques différentes qui sont en conflit : la politique de la majorité du P.O.B. et celle de la Fédération Bruxelloise, en réalité, la nôtre. Et l'on peut dire sans exagération qu'en fait, à travers les Amis de l'« Exploité », c'était toute l'action minoritaire que l'on voulait atteindre et, par conséquent, l'action plus agissante et plus révolutionnaire de la Fédération Bruxelloise ellemême.

Notre tactique de porter tout d'abord le conflit devant la Fédération Bruxelloise se justifiait donc pleinement.

Le Bureau fédéral refusa tout d'abord de convoquer la Fédération Bruxelloise sans y être invité par les groupes. Les demandes des groupes ne tardèrent pas à se produire et la Fédération Bruxelloise fut convoquée. La question fut traitée dans toute son ampleur dans trois séances consécutives et, en fin de discussion, deux ordres du jour, dont on connaît la teneur, furent déposés. Le premier, signé de Jacquemotte et consorts, demandait aux groupes de se refuser à appliquer les décisions du Congrès; le second, signé de Pladet et consorts, demandait l'application de cette décision.

Le débat fut alors porté devant les groupes. La consultation était commencée quand le citoyen Van Roosbroeck, au nom du Bureau du Conseil Général, écrivit au Bureau fédéral du P.O.B. de Bruxelles que la décision du Congrès devait être interprétée dans le sens des déclarations de Vandervelde et de de Brouckère à la Fédération Bruxelloise (c'est-à-dire que les « Groupes d'Amis » pouvaient continuer à exister comme organismes de diffusion du journal).

Cette lettre du Bureau du Conseil Général constituait en réalité une capitulation de nos adversaires, puisqu'elle était en fait l'acceptation de l'ordre du jour de la F.B., que le Congrès restreint avait précisément rejeté.

Devant ce fait nouveau, les signataires de l'ordre du jour Jacquemotte et consorts ayant leurs apaisements, en ce qui concerne l'existence des groupes, décidèrent de retirer leur ordre du jour et de se rallier à la déclaration du Bureau du Conseil Général. Dans leur pensée, le retrait de leur ordre du jour impliquait par le fait même le retrait de l'ordre du jour Pladet. Grand fut leur étonnement quand ils virent que cet ordre du jour était maintenu. Devant ce maintien, la situation changeait à nouveau d'aspect et nous fûmes obligés, sous peine d'être les victimes de la tactique déloyale de nos adversaires, de maintenir notre ordre du jour là où on maintenait l'ordre du jour Pladet, de sorte qu'en réalité le vote se fit — malgré la décision contraire du Bureau fédéral — sur trois textes : les ordres du jour Jacquemotte, Pladet et la déclaration du Bureau du Conseil Général.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, la consultation n'est pas encore

terminée, mais l'impression est très nette : les groupes dans leur immense majorité se prononcent soit pour la déclaration du Bureau du Conseil Général (à laquelle nous nous étions ralliés), soit pour l'ordre du jour Jacquemotte.

La consultation terminée, nous aurons à en examiner les résultats et à prendre attitude.

B. - LES AMIS DE L'« EXPLOITE »

On sait que le Conseil Général des « Groupes d'Amis » a décidé que la Fédération des Groupes ne se soumettrait pas à la décision du Congrès restreint et qu'ils continueraient leur action comme par le passé. C'est ce qu'ils ont fait et ce qu'ils doivent continuer à faire avec plus d'activité que jamais.

Ayant été simplement chargé de faire un rapport sur la situation politique actuelle au sein du P.O.B., j'entends rester sur ce terrain. Je voudrais cependant soumettre au Congrès quelques observations sur le développement de nos « Groupes d'Amis ».

Tout d'abord, une réorganisation générale s'impose, donner de la vigueur aux groupes existants, créer partout des groupes nouveaux.

Il faut que les fédérations et les groupes déploient une plus grande activité.

Cette activité doit se manifester par la diffusion méthodique et persévérante du journal. Chaque membre du groupe doit être un propagandiste dévoué, ayant à cœur de nous amener des lecteurs, des abonnés, de nouveaux membres du groupe.

Les groupes devront ensuite organiser des conférences, des réunions de discussion, de propagande du socialisme révolutionnaire.

Ils doivent tenir le secrétariat général au courant de leur activité.

De notre côté, nous allons nous efforcer de créer une équipe de conférenciers qui pourront, sur demande des groupes, parcourir méthodiquement le pays. Il serait désirable que chaque « Groupe d'Amis de l'Exploité » ou, tout au moins, chaque fédération désigne à la rédaction un correspondant chargé de nous tenir au courant de la vie du groupe. Nous devons, en réalité, arriver à ce que nos « Groupes d'Amis » soient réunis et organisés d'une façon plus solide qu'actuellement.

Le développement de notre activité et les événements qui se présenteront peut-être demain obligent les camarades faisant partie de nos groupes à des efforts plus coordonnés pour lesquels nous espérons pouvoir compter sur eux.

C. - LE JOURNAL " L'EXPLOITE "

Notre hebdomadaire est devenu bi-hebdomadaire. Son format s'est agrandi. Nous nous sommes efforcés et nous nous efforcerons tous les jours davantage de lui donner le caractère et l'allure d'un grand journal socialiste. Nous voulons même arriver à doter la classe ouvrière belge de son « quotidien ». Mais pour que notre désir devienne une réalité, il ne suffit pas de la bonne volonté des camarades de la rédaction, il faut qu'ils soient aidés et soutenus par nos partisans de tout le pays ; il faut surtout, comme nous l'avons indiqué précédemment, que tous les membres des groupes s'en constituent les propagateurs infatigables. Nous devons arriver à posséder dans chaque commune de quelque importance, surtout dans les milieux ouvriers, une équipe de propagandistes fermement décidés à faire tous leurs efforts pour nous recruter sans cesse plus de lecteurs et plus d'abonnés. Cela ne peut se faire pratiquement que si une méthode rigoureuse préside à ce travail de diffusion. Je crois qu'en

plus, il serait désirable que les « Groupes d'Amis » fussent formés de membres de notre Coopérative des Editions Socialistes, c'est-à-dire des camarades qui ne s'intéressent pas seulement à la diffusion de nos idées, mais aussi à la prospérité matérielle de notre entreprise. Il faut, en effet, que nos trois formes d'action : Journal, « Groupes d'Amis », Editions Socialistes, s'appuient étroitement l'une sur l'autre. Il est désirable en plus que l'échange d'idées qui se fait entre les groupes ou les camarades individuels et le journal s'accentue encore, de façon à ce que tous les travailleurs aient la sensation très nette que l'Exploité est réellement leur journal.

Très prochainement, nous mettrons dans l'Exploité tous nos amis au courant de notre situation financière. Il faut, en effet, qu'ils se rendent compte de la réalité et qu'ils sachent de façon précise quelle est l'aide qui nous est nécessaire pour notre développement.

Qu'on n'oublie pas qu'un journal est dans une certaine mesure une affaire commerciale, et que les idées dont il est le véhicule ne peuvent se répandre que si on leur donne au préalable une bonne base financière; qu'on n'oublie pas non plus que l'*Exploité* n'acceptant aucune publicité se prive par conséquent volontairement d'une ressource dont disposent presque tous les journaux.

Les moyens par lesquels nous devons nous développer sont l'augmentation du nombre de nos abonnés et de nos lecteurs, les souscriptions à notre emprunt de 50.000 francs et à notre liste de l'*Exploité* quotidien, la vente de notre librairie des Editions Socialistes, que nous mettons définitivement debout et, dans l'avenir, espérons-le, les subventions des groupes du Parti.

Que tous nos camarades ouvriers se rendent bien compte que l'Exploité, créé pour eux, ne doit et ne veut vivre que par eux.

CONCLUSIONS

Nous avons tenu à examiner la situation politique intérieure du Parti avec brièveté. Nous soumettons ces pages à la discussion des membres du Congrès, avec le ferme espoir que des décisions que nous prendrons et que nous n'avons même pas voulu indiquer, sortira une nouvelle orientation pour le Socialisme révolutionnaire en Belgique.

Ch. MASSART.

Revision de l'article 2 des Statuts

Supprimer les conditions actuelles d'admission (être membre du Parti Socialiste ou d'un syndicat affilié à la Commission syndicale) et remplacer par accepter le programme socialiste de lutte de classes.

LES AMIS DE « L'EXPLOITE » DE BELGIQUE

Statuts

Article premier. — Les groupes des « Amis de l'Exploité » sont fondés dans le but de répandre et de soutenir le journal « L'Exploité »,

[hebdomadaire] (2) socialiste-révolutionnaire, dont l'action est basée essentiellement sur la lutte des classes et poursuit la réalisation du programme du [Parti Ouvrier Belge] (3).

Conditions d'admission

Art. 2. - Pour être membre des « Amis de l'Exploité », il faut *

1" Etre membre [du Parti socialiste] (4);

2º Etre présenté par deux membres ;

3° Adhérer aux présents statuts.

Groupes

Art. 3. - Dans chaque commune existe un seul groupe local.

Les groupes locaux sont groupés en Fédérations régionales, qui désignent leurs délégués au Conseil Général.

L'autonomie la plus complète est garantie aux groupes régionaux et locaux.

Art. 4. — Les membres versent au groupe local une cotisation de fr. 0,50 par mois, qui est répartie comme suit : Groupe local, fr. 0,15 ; Fédération régionale, fr. 0,15 ; Groupe national, fr. 0,20.

Les groupes locaux versent aux groupes régionaux fr. 0,35 par membre et par mois.

Les fédérations régionales versent au Groupe national fr. 0,20 par mois et par membre.

Les membres chômeurs ne paient pas de cotisation pendant la durée de leur chômage.

Des Comités

Art. 5. — Chaque section élira un comité, composé d'au moins 7 membres, dont un secrétaire-trésorier.

La moitié des membres sont sortants et rééligibles tous les ans (1e année, trois ; 2e année, quatre, et ainsi de suite).

Tout membre d'un comité manquant à trois séances consécutives, sans excuse valable, sera remplacé d'office.

Assemblées

Art. 6. — Les groupes locaux et régionaux se réuniront en assemblée générale une fois par mois.

Des assemblées générales extraordinaires pourront être convoquées par les comités ou à la demande écrite signée de dix membres, qui en fixeront l'ordre du jour.

Exclusions - Démissions

Art. 7. - Sera exclu d'un groupe :

1° Tout membre qui, en raison de sa conduite ou de ses mœurs, est indigne de faire partie d'un groupe ;

⁽²⁾ Mot raturé dans la brochure ici reproduite.

⁽³⁾ Mots raturés et remplacés par « socialisme ».

⁽⁴⁾ Mots raturés et remplacés par « d'une organisation syndicale ou du P.O.B. ».

- 2° Pour tous actes nuisibles à la dignité ou à la prospérité du groupe ;
- 3" Le membre qui refuserait de se soumettre aux décisions prises ou aux prescriptions des présents statuts.
- Art. 8. Toute demande d'exclusion doit être adressée au comité, qui en fait rapport à l'assemblée générale, à laquelle cet objet devra figurer à l'ordre du jour. L'assemblée entend la justification du membre inculpé.
- Art. 9. Le membre contre lequel est proposée l'exclusion est invité par lettre recommandée à se présenter devant l'assemblée, qui aura à connaître du cas. Si après deux appels consécutifs, il n'a pas répondu, il sera exclu de droit.
- Art. 10. Pour qu'une exclusion soit prononcée, la moitié des membres du groupe doit être présente. Si à une première séance, la moitié des membres n'y assiste pas, l'assemblée suivante pourra décider quel que soit le nombre de présents. Les exclusions sont prononcées à la majorité des deux tiers des membres présents.
- Art. 11. Les membres exclus ou démissionnaires n'ont aucun droit à leur part de l'encaisse du groupe.
- Art. 12. Le Conseil Général se compose du Bureau national et d'un délégué par fédération locale.
- Art. 13. Le Bureau national comprend le secrétaire national et quatre membres élus par le congrès annuel.
- Art. 14. Le Bureau natonal se réunira au moins une fois par mois; le Conseil général au moins une fois tous les trois mois.
- Art. 15. Le délégué au Conseil d'administration du journal est nommé tous les ans ; le délégué sortant étant rééligible.

Congrès

Art. 16. — Le Congrès national se réunit régulièrement tous les ans et est souverain. Il se tiendra à Bruxelles, à la fin février de chaque année.

Francis Tessa ou un poète à l'Age de l'Ordinateur

J'appelle « poète » un organisme vivant, jouissant, souffrant, désirant, pensant et voulant. Il est pourvu des mêmes caractéristiques fondamentales que tous les autres mammifères pensants et voulants appelés hommes, à la différence près qu'il est (devenu) capable de produire certains textes (ou autres « œuvres d'art ») disons : capable de grouper certains signes susceptibles de provoquer, en des conditions matérielles, psychologiques et sociales données, un certain « effet de sens » chez le lecteur, le spectateur, le participant, etc. J'appelle effet de sens poétique l'impression que donne un objet de perception quand nous sommes sous son charme. (La Bécassine de PINCHON, pour mes filles, Les Alpes - « belles comme une machoire de chien » — vues par Georges LINZE, le « sacrement d'étoiles » imaginé par TESSA, la première extraction — sans narcose! — d'une tumeur ovarienne par MAC DOWELL, faisant fi d'un risque de lynchage, et l'étonnante révolution castriste, vues par plusieurs, sont « poétiques ». L'utile et le poétique ne sont pas toujours " percus contradictoirement "!). " Etre sous le charme " veut dire, ici, élire un - objet de perception - quel qu'il soit comme centre catalyseur, plaisant ou fascinant, de rêves et d'affects.

Ceci posé, Francis TESSA, 35 ans, plusieurs recueils, très variés, de poèmes derrière lui, — et derrière lui, aussi, la rencontre de la Bible et de MARX, celle aussi d'écrivains « poètes » : GIONO, Georges LINZE, Achille CHAVEE, André MIGUEL, Francis CHENOT, ARAGON, MALLARME (je cite en vrac!), admettra certainement que l'effet de poésie n'est pas plus — ni moins! — « déclenché » par les œuvres humaines appelées généralement poèmes que la richesse n'est produite par le travail humain dans la vision marxienne (voir la Critique du Programme de Gotha). Les « richesses » les plus naturelles (blés, rochers, forêts, électrons, nébuleuses ...) et certains classements de mots obtenus par un ordinateur peuvent être aux yeux du sensible TESSA, des objets déjà poétiques.

Mais avant de présenter un texte dû à la « collaboration » d'une machine et d'un vrai poète, je commencerai, voulant montrer en TESSA un chercheur vibrant, complexe, inquiet, non exempt de tensions ni d'alternances, par scruter ses textes anciens.

Fils d'émigrés italiens installés en Belgique, il a commencé par « chanter un pays qu'il voyait, vers 20 ans, avec les yeux d'un étranger.

Il est à Liège, place du Marché, où se dressent, au sommet d'une fontaine, le Perron à trois marches et sa colonne, symbole de libertés anciennes. L'accent wallon ne déplaît pas à Francesco! Maladroitement, il chante :

« Il est merveilleux / Le langage / De mon nouveau pays (...) / Il crie Il est enchanté / de vendre ses fruits sous le Perron ... » (Les Chemins de Golconde - paru en 1965) (1).

Et pourtant! « Nos pères n'oublieront jamais » (TESSA non plus!)

Le rachitique décor minier Les terrils noirs Vus pour la première fois

La loterie des roues du puits qui tournent avec des plaintes d'hommes

Le nom de la patrie trainé dans les ordures Le premier geste ami.

(2)

Suit cette confidence : « De sa patrie en loques / Un jour partit mon père / Il voyagea longtemps / En wagon à bestiaux (...) / Et pour se réchauffer / Regardait ma photo » (Un Radeau dans le Ciel - Una Zattera nel Cielo) (2).

TESSA, « prolo » épris de ses patries (en attendant de se déclarer apatride, « c'est écrit dans mon identité d'homme », ma patrie « est écrite sur d'irréelles plages » - Et flambe ma brûlure --) (3), dédie « à tous les émigrés de ce monde » et « à son père » des paroles qui parfois se voudraient fouets et cris : « Que n'ai-je dans la bouche / Un fouet de paroles / Je dirais l'instant / Où la mère hurle / Sur le cadavre du fils / Broyé par la machine » (2). Mais il soupçonne ou sait que le champ de la poésie est infini et que la pression intérieure d'enthousiasmes, d'espoirs, de doutes, de fantasmes, d'étranges conflits avec soimême - il parle quelque part de son « angoisse endémique » (4) - ou la pression d'un besoin de trouver ou de retrouver, ou, à défaut, de susciter quelque chose de sacré, peuvent aider puissamment à engendrer des textes poétiques : « Sur cet autel du songe / Un prêtre imaginaire / Officie ce poème / Né de pierre et de sang ». (Diacre de Douleur) (4).

Mais il n'a pas tardé à comprendre que le sens du réel conseille de lutter autrement que seul et avec des mots contre les dangers inhérents aux défauts mêmes de l'univers des hommes à l'heure des grandes menaces (guerre atomique, utilisation inhumaine de la science et de ses produits ...). « Construisons l'Arche », écrit-il. « Nous ne serons plus l'agneau d'indolence ... Notre jeunesse (...) Des pupilles qui jugent ! (...) Et si d'autres construisent / En mon nom / Un destin / Par un droit qu'ils s'arrogent / Je devrai les tuer ». (Un Radeau ...) (2).

Il a aussi découvert autre chose : le charme que revêt pour lui, à certaines heures la matière même des mots (leur forme et leur sonorité). De cette découverte, aujourd'hui très consciente d'elle-même, on trouve

⁽¹⁾ Les Chemins de Golconde, « Le Coryphée », 1965. (2) Un Radeau dans le Ciel, « Permanences Poétiques », 1966. (3) Et Flambe ma Brûlure, hors commerce, 1969. (4) Diacre de Douleur, « Unimuse », 1966.

plusieurs indices des « Les Chemins de Golconde » où « RICHE AMPHORE DES MYRIADES " et " INOXYDABLE DES AUBES DE CRISTAL - inscrivent en lettres capitales leur savoureuse étrangeté. Plus tard. TESSA produit des associations de mots dont la matière sonore et visuelle est pure merveille :

- « étrangers à la nuit la plus longue des louves » (Pour Francis CHENOT) (5);
 - « les cierges des stalagmites rompirent net » (OMEGA) (6).

Je m'arrêterai avec un certain enthousiasme à ce dernier poème, non seulement parce qu'il est très beau, mais aussi parce qu'il est le résultat d'un long travail d'équipe (contrôlé grâce aux graphiques produits par un appareil de laboratoire acoustique). Le vrai poème a résidé dans les mots dits par un chœur à quatre voix, (« mise en vie : Brigitte JOUS-TEN, Axel CAUDERLIER, Michelle TASSIN, Francis CHENOT, *), ou accompagné d'une musique concrète appropriée.

Le texte se présente comme un « rituel » (7). Il évoque le déploiement religieux d'une « genèse » (7) et d'une « apocalypse » (7) ambiguë; dont la parole de Dieu serait absente :

 Passés les portails éventrés des cathédrales / Sous l'équilibre provisoire des candélabres / les assistants derniers des funérailles de la Géode / Dans un ultime cri collectif et sans écho / hurlèrent au mutisme du Dieu / les moignons des offrandes mutilées / pour les Atlantes / pour les fils d'Ur et de Ninive / pour ceux du Nil et d'Amériques / de la City et du Soleil Levant ... » (6).

Mais la « Lumière » chantée est-elle purement physique ? « Au commencement n'étaient pas les ténèbres / Mais la lumière sans destin et sans âge et toute chose formulée-informulée vivait dans la lumière ». (6)

Panthéisme ? Peut-être. En tout cas chant profond d'une « profonde éternité » imaginée. On peut parler ici de « logique du signifiant » peut-être plus que de logique du « signifié ». L'effet de signification vague et riche est en grande partie produit par la matière des mots, des diphtongues, des voyelles, des consonnes, dont le dessin graphique et sonore produit notamment cet astragale inoui de vapeurs et de parfum :

« tandis que les volutes d'oliban s'agglutinaient ». (6).

Pour « Estuaire du Silence » (inédit), le poète eut recours de temps à autre à un énorme listing produit par un ordinateur. Nourri de 1.000 mots, le (prétendu) cerveau restitua l'information sous forme d'associations parmi lesquelles se trouvait celle-ci : soir/agenouillé. Le poète en utilisa plusieurs comme bases d'une production volontaire de signes sur une « page éclairée d'infini » (Tessa dixit).

Exemple : " Erosion de plantes de visages / en sulfure de paroles / sur la vitre qui tamise les secondes / Un clocher / traverse la buée et pose l'angélus / sur la table nue où s'agenouille le soir. » (8)

Mais peu importe comment, exactement, TESSA trouva ses signes! Le liminaire d'« ESTUAIRE DU SILENCE » et autres textes évoquant notamment « la houle poudreuse des galaxies » (8), ne semblent pas devoir grand chose au listing en question plus haut. LIMINAIRE : « Au commencement vivait le poème des ténèbres sur l'abîme. Et le Verbe posa ses doigts sur le cosmos aveugle et sa lumière ensemença le monde et toute chose naquit au jour. Ainsi fut l'infini dans le cœur de l'homme ». (8). Quel est exactement ce Verbe ? TESSSA ne le dit point.

⁽⁵⁾ Poème liminaire pour « Le Silence en Partage », de F. Chenot, Asphalte, 1970.

 ⁽⁶⁾ Oméga, rituel pour 4 voix et chœur, hors commerce, 1968.
 (7) Francis Chenot : Notice de mise en vie de Oméga, Ibidem.
 (8) Estuaire du Silence, poèmes inédits, à paraître.

Je crois qu'il ne faut pas lui demander pour l'instant une philosophie précise. Notons toutefois que les appels à la terre, à tout le cosmos et à " l'éphémère du chant " sont nombreux. Ajoutons que pour TESSA, le progressiste " venu pour partager le sel " et frapper " des mots-Jéricho sur le tympan des ténèbres " (8), il s'agit de " bâtir " — peut-être un jour le poète nous dira-t-il nettement par quels moyens — " peu à peu ce miracle inconnu / cette pierre angulaire de l'homme / au confluent de l'histoire " (Estuaire ...) (8)

Je salue donc en l'auteur d'« OMEGA » et d'« ESTUAIRE DU SILENCE » un excellent traceur de signes évoquant massivement ce qui existe. Tout en recueillant ses « mots-bulles surgis de l'étang de la nuit » (Estuaire ...) (8), TESSA n'a ignoré ni la pierre, ni le pain, ni la classe ouvrière, ni l'extérieur d'un univers demeuré chatotique, ni la « science / occulte de ce sanglot qui tente / de forger Dieu » (8). Ni le mystère de la matière. Ni l'étrange grouillement des soleils à venir!

⁽⁸⁾ Estuaire du Silence.

Six poèmes inédits

Laissez venir à moi le jour le fleuve naissant sur horizon d'oiseaux le matin sacral de toute chose faite à notre image

Laissez venir à moi le sang les cathédrales de voix et l'homme et l'arbre et l'univers où pose mon regard

Jour de cadavres dans la mémoire captive rébus des discours ex voto de faux messies

En nos poitrines de cristal accourent les escadres de braise sur les villes borgnes Tandis que l'astre au délire racle la porte des amours hâtives

Et nous sur la presqu'île nous debout au beffroi des débâcles un carquois de paroles pour sarbacane de survie



BIBLIOGRAPHIE DE FRANCIS TESSA

LES CHEMINS DE GOLCONDE, « Le Coryphée », 1965 UN RADEAU DANS LE CIEL, « Permanences Poétiques », 1966. DIACRE DE DOULEUR, « Unimuse », 1966.

AMOUR DEMESURE, « chez l'auteur », hors commerce, 1967. SIDERARQUE AUX MAINS DE SABLE, hors commerce, 1967. STALAG ZERO, hors commerce, 1968.

OMEGA, rituel pour quatre voix et chœur, hors commerce, 1968. ET FLAMBE MA BRULURE, hors commerce, 1969.

EPHEMERIDES DE LA PAROLE, Editions « Asphalte », 1970. ESTUAIRE DU SILENCE, à paraître. Rendez-moi ma terre aride ma race anonyme mon espace de pierre sauvage Rendez-moi mon tertre de paroles inaccomplies. Dépouillez-moi de cette filiation de nudité de science occulte de ce sanglot qui tente de forger Dieu au creuset de la lumière Rendez-moi mes mains coupées Délivrez-moi de la nuit présente à mes épaules

Profond dans la matière dans le règne astral dans la préhistoire des roches Profond dans les ténèbres le cri sous la gorge Profondément dans la coupure pour tailler la mortaise où pénètre le pêne de l'Univers

Loin dans les signes pour le dialogue imprévu de comètes de forêts de marécages

pour l'office des mots sur la page ouverte où la nuit bouge

Et plus loin sous les paupières votives jusqu'au rite secret jusqu'au noyau du feu où la parole saigne

Le dernier mot écrit la nuit s'ouvre

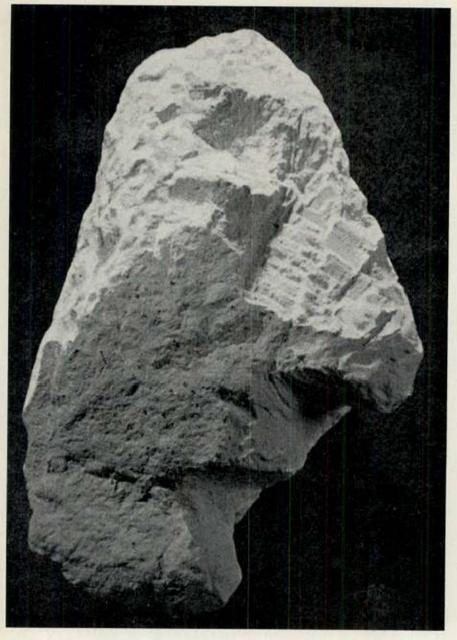
J'apporte l'huile et la lampe pour la lune au zénith pour le geste pudique de l'étoile dans l'arbre la mort qui se dérobe

* * *

Le dernier mot écrit la nuit brûle la nuit dérive à l'estuaire du silence

(extraits de « ESTUAIRE DU SILENCE »

— à paraître —)



Tête de craio sculptée par un mineur néolithique de Spiennes aux environs du 3º millénaire avant J.C.

Propos sur l'Art naïf

Voici quelques mois se fermaient à Mons les portes de l'Exposition « Art naïf en Hainaut ». Cette exposition nous l'avions voulue non pas parce que l'art naïf est maintenant à la mode à Paris, à Bruxelles ou aux U.S.A. Il y fait d'ailleurs l'objet, souvent aux dépens des artistes naïfs eux-mêmes, d'un commerce honteusement rémunérateur pour les directeurs de galeries. Notre but était d'ouvrir à tous les portes de cette « réserve naturelle », mais combien n'avons-nous pas vu de sourires s'esquisser sur les lèvres de ceux à qui nous annoncions notre intention d'organiser cette exposition. Sourires tantôt sceptiques — mais où trouverez-vous des peintres naïfs? Rousseau est mort depuis long-temps. Sourires tantôt ironiques — des peintres naïfs? Ah! oui, com-le Douanier. Tout compte fait, UN Naïf est célèbre.

Il est admis, reconnu et sacré peintre. Pour tous les autres il y a souvent, sous-entendue dans l'intonation une nuance péjorative au mot naïf. (Ne nous fut-il pas conseillé même de chercher un autre titre à cette manifestation?!)

Notre but n'était pas de réhabiliter la peinture ou la sculpture naïve, ni même les artistes naïfs : ils n'ont que faire de réhabilitation ; mais bien de laver d'innombrables cerveaux qui voient en la naïveté l'expression de quelque manquement à la règle, d'un vice persistant ou même d'une déficience.

Et pourtant, est-ce une tare que de garder jusqu'à 70 ou 75 ans (si ce n'est alors les redécouvrir) une fraicheur de vision, un don d'invention, une spontanéité audacieuse et ignorante souvent des conventions. Toutes qualités qui, dans les expositions de dessins d'enfants, font béer d'admiration, ne sont-ils pas tous et les siens en particulier, de petits génies!

Il n'en va pas de même et tant s'en faut pour les adultes. Depuis la Renaissance la conception grecque de l'art plastique n'admettant comme mode d'expression valable qu'une reproduction aussi fidèle que possible de la réalité visible a repris ses droits et dès le XVI° Siècle en enseignait à l'Académie les six artifices permettant de rendre cette apparence du réel: l'illusion de l'espace, la suggestion du volume plastique, le rendu de la matière, l'exactitude du détail, la reproduction de la couleur réelle et l'anatomie. Artifices qui pendant plus de 400 ans sont restés les principes mêmes de l'art officiel, avec comme conséquence que tout ce qui avait été créé avant la Renaissance ou créé en dehors de cette école était rejeté (et l'est encore) comme malhabile, sauvage, naïf...

De cet art tout d'intuition, de sensibilité, d'imagination créatrice, dont les racines profondes remontent aux origines (je pense ici à une tête de craie sculptée par un mineur néolithique de Spiennes aux environs du 3° millénaire avant J.C.) nous retrouvons des manifestations à toutes les époques et toujours sa caractéristique intrinsèque se perpétue: qu'il soit Roman ou d'aujourd'hui, le Naïf est avant tout un individualiste. Et c'est là ce qui différencie son art de l'Art Populaire. Ce dernier est un art pratiqué par des artistes du peuple pour le plaisir du peuple. Art de masse propre à un groupe social ou à une ethnie; basé sur un héritage de traditions, il a des règles strictes quoique tacites, soumis avec lenteur à la mode, il doit plaire à tous.

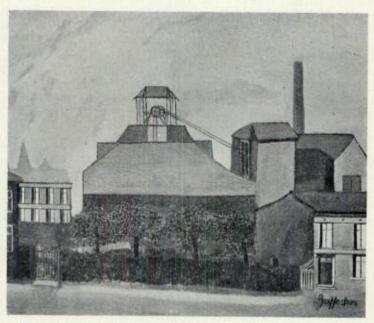
Le naïf, lui, bien souvent ne travaille que pour soi — à un point tel qu'il en est plusieurs qui n'ont accepté de participer à notre exposition qu'après de longues hésitations et que d'autres ont irrévocablement refusé. L'amateur, par contre, ne vise qu'à égaler l'art officiel, il se gorge de règles, dévore les ouvrages techniques, ne manque aucun salon et cherche auprès des « Maîtres » à grapiller quelques « secrets de la technique ». Son seul souci étant de faire aussi « vrai » que possible, il abordera l'art en intellectualiste, en rationaliste soucieux des conventions essayant tant bien que mal de s'intégrer à l'école ou aux écoles à la mode.

Le Naïf, peu sensible à la mode et peu soucieux de tous les... ismes, libre de toute contrainte, crée son monde de souvenirs, fixe la douce banalité quotidienne ou les étapes marquantes de sa vie, retrace selon sa propre vision les grands événements de l'Histoire. La guerre le hante souvent, les héros aussi, Christ, Moneuse ou Géronimo. Il est rarement un témoin passif des luttes sociales, les exemples en sont nombreux: Voyez cette aquarelle de A. Descamps, sans aucun doute mineur borain, nous donnant un reportage précis quoiqu'un peu archaïsant de l'arrestation illégale d'un délégué ouvrier. Voyez aussi au Musée d'Ostende, cette très belle toile anonyme ou presque, (deux initiales la signent: G.S.) montrant la révolte des pêcheurs ostendais en 1887: d'une part les pêcheurs jetant au bassin du port la prise du jour, d'autre part la troupe ouvrant le feu sur l'ordre rageur souligné d'un impératif geste du sabre, de l'officier commandant.

Son art est donc anecdotique et descriptif, visant à une expression réaliste et nous y lisons une douce compréhension de la vie faite d'un



A. Descamps (1925) — Aquarelle et crayon (Cliché « Hainaut-Tourisme », Mons)



Léon Greffe — Charbonnage (Cliché « Hainaut-Tourisme », Mons)

complexe de sensibilité et d'expérience, indépendant du milieu social, de la culture ou des capacités intellectuelles. Mais toujours en réponse à une nécessité intérieure absolue, tantôt besoin d'évasion, tantôt heimweh, il peindra avec amour et patience, avec le même soin méticuleux que nous retrouvons dans les « ressemblances tirées » par un Winthrop Chandler, un Erastus Salisbury Field ou un quelqu'autre peintre itinérant des U.S.A. naissants. C'est cet amour du travail bien fait qui, dans les ex-votos de nos églises, nous montre les mêmes enfants bien sages parés de leurs plus beaux atours et figés dans une raideur digne des meilleures photographies 1900.

Le Gentil Douanier n'estimait-il pas au plus haut point le savoirfaire de Bouguereau ou de Cabanel? Tous deux d'ailleurs l'encouragèrent à peindre et à peindre comme il peignait.

Mais combien n'avons-nous pas vu par contre, de naïfs honteux qui, — mal conseillés et réceptifs — persuadés de faire bien si pas faire mieux, sombrèrent dans la banale pauvreté des chromos, ou, tristes scories, tantôt de l'expressionnisme tantôt du surréalisme, se croyaient enfin dignes de figurer à la cimaise « des grandes expositions »!

N'est pas naïf qui veut, répète souvent Jakovsky et Dieu sait combien, la mode aidant, il n'est pas né de faux naïfs. Et d'autres, sincères au départ, dès qu'ils se firent un nom devinrent la proie des marchands et fabriquèrent à longueur de pinceau. Je n'en voudrais comme exemple que celui du pauvre Léon Greffe. Natif de la région de Charleroi, il y passe quelques années dans la mine puis part pour Paris, travaille aux Halles, devient enfin concierge d'un immeuble cossu du quai de la Megisserie. Par la fenêtre de la chambre de bonne, aux sixième, transformée en minuscule atelier on voit les toits du vieux Paris, on en devine les rues et la foule. Greffe qui ne sait pas peindre, il n'a jamais appris à peindre, peindra ces rues, ces gens, ces 14 juillet et aussi les charbonnages de son enfance, il les peindra plus avec son cœur qu'avec ses yeux dit encore Jakovski, il les peindra de tout son cœur jusqu'au jour où, appointé par un grand marchand dont le contrat exige tant de tableaux par semaine, il cherchera dans le Pernod un stimulant à son imagination défaillante. Et ce fut sa fin... 18 mois de commerce prospère eurent à tout jamais raison de ses yeux de poète.

Il est parfois bien malaisé aussi d'établir une limite entre le « naïf » et le « pas naïf » il faut, bien sûr, se garder de confondre naiveté et maladresse, l'une n'excluant néanmoins pas l'autre. Mais ce verdict de maladresse, nous ne le portons qu'en rapport à l'art académique et il suffit d'entendre un peintre naïf parler de ses œuvres pour être persua-dé que son seul souci est d'arriver à rendre aussi fidèlement que possible la réalité. Il n'est satisfait de son œuvre qu'au moment où il a acquis la certitude qu'il n'y a aucune différence entre celle-ci et la réalité telle que perçue par lui. Même si à notre point de vue cette concordance n'existe pas, l'artiste naïf, lui, reste convaincu d'avoir respecté toutes les règles de la reproduction exacte. Les distorsions de la réalité que nous rencontrons dans ses œuvres sont donc d'un ordre tout différent de celles de l'art contemporain, elles ne sont le fruit ni d'un expressionisme ni de quelque système de simplification ou de stylisation.



Quaregnon - Vieille Croisette (env. 1928) - (Cliché « Hainaut-Tourisme », Mons)

C'est en particulier aussi le cas, à mon sens, des œuvres Romanes primites, non seulement des petits oratoires ruraux mais même de nombreuses églises importantes, où chaque artisan, aux côtés du maître, témoignait de sa foi en apportant « sa pierre » à l'édifice. Et je ne crois pas que ces sculptures ou ces fresques soient le résultat des maladresses d'un apprentissage technique mais bien d'une manifestation collective d'art naîf en réaction, peut-être, contre l'art intégralement codifié de la Rome Antique encore présente à la mémoire de tous au travers de Byzance.

Et l'époque Romane n'est pas la seule à nous fournir des témoignages d'art naîf monumental: pensons à l'Abbé Fouré qui, de 1870 à 1895, sculpta les rochers battus par les vagues de la plage de Rothéneuf, pensons aussi au brave Facteur Cheval qui mit trente ans à bâtir son « Palais Idéal » de Hauterive, pensons encore à Raymond Isidore, ce gardien du cimetière de Chartres qui après avoir construit de ses mains sa maison, en couvrit le moindre recoin (son mobilier même y passa) d'une mosaïque délirante, chatoyante, féerique, où se côtoient entre fleurs et papillons des héros tels que Pasteur, Landru ou la Joconde.

Et pensons enfin à ce vieux borain qui dans son triste coron de Monsville décorait chaque année la façade fraichement chaulée de sa maisonnette d'un nouvel Eden où singes, coqs, chats et paons évoluaient parmi les fleurs et les arbres chargés de fruits.

Combien n'y a-t-il pas encore de garages aux murs couverts de fresques, d'arrière-cuisines ou de « petits endroits » enrichis de mosaïques de tessons de faïence? A nous de les découvrir, de nous imprégner de leur sincérité afin de nous désintoxiquer de toute la maladive alchimie de l'art actuel.

Ce travail de prospection sera pour tous une expérience hautement enrichissante tant sur le plan esthétique que sur le plan humain car comme l'écrit Pierre-Louis Duchartre: « L'extraordinaire multiplication des "peintres du diamnche", quelle que puisse être la valeur de leurs œuvres, ne doit pas incliner à l'ironie. N'est-ce pas là une saine réaction de l'homme contre sa mécanisation, symbolisée par le " travail à la chaîne ". Tant qu'il trouvera de la joie à s'absorber jusqu'à s'oublier dans une œuvre désintéressée qui est ou se présume artistique (peu importe), il conservera une noblesse particulière à l'homme et se distinguera du termite ou de la fourmi ».

Sur un ouvrage de J. Nagels

Au moyen de deux exemples chiffrés, Marx a démontré de quelle façon le système économique est lié dans son ensemble.

Le premier exemple concerne la reproduction simple (c'est-à-dire la reprise, dans le cycle suivant, de la production à la même échelle) et est représenté à l'aide du schema chiffré :

Secteur I : 4000 C + 1000 V + 1000 PV = 6000Secteur II : 2000 C + 500 V + 500 PV = 3000

Le deuxième exemple concerne la reproduction élargie (c'est-à-dire la reprise, dans le cycle suivant, de la production sur une plus large échelle, après accumulation) et est développé à partir du schéma chiffré : Secteur I : 4000 C + 1000 V + 1000 PV = 6000 Secteur II : 1500 C + 750 V + 750 PV = 3000

De point de vue typographique, il s'agit tout simplement de quatre lignes. Mais ces quatre lignes recouvrent tout un monde.

Ce n'est pas le moment de les analyser ici. On trouve cela dans n'importe quel traité élémentaire d'économie marxiste, mais on le trouve de façon particulièrement approfondie dans l'ouvrage de J. Nagels. Cet approfondissement est nécessaire, puisqu'il entre dans les desseins de l'auteur d'examiner l'histoire du cheminement d'une pensée.

Il y a longtemps, j'ai écrit : en étudiant Marx, nous sommes frappés de constater, d'un côté, combien sa théorie est originale et, d'un autre côté, combien elle est enracinée dans les données scientifiques de tous genres des périodes antérieures.

On a écrit et répété que Marx a largement puisé chez Smith et Ricardo. Mais ceci n'est pas le cas pour les schémas sur la reproduction du capital : ceux-ci sont basés directement sur le « Tableau Economique » que le Français Quesnay a établi en 1758.

De quelle façon précise s'établit la filiation de Quesnay à Marx, ce que Marx a trouvé chez Quesnay, et comment un schéma tout à fait

^(*) J. NAGELS: Genèse, contenu et prolongements de la notion de REPRO-DUCTION DU CAPITAL selon KARL MARX, Boisguillebert, Quesnay, Leontiev, édit. U.L.B., Institut de Sociologie, 1970.

nouveau s'est développé à travers ses critiques sur le « Tableau économique », J. Nagels l'analyse clairement et nettement.

Mais Quesnay non plus n'est pas sorti du néant. Au XVIIe siècle Boisguillebert écrit une série d'œuvres économiques, qui contiennent déjà en germe des idées sur le déroulement du cycle économique. Aussi bien la filiation qui va de Boisguillebert à Quesnay, J. Nagels l'a analysée avec finesse.

Bref, cette œuvre nous offre l'histoire de quelques idées fondamentales, allant de Boisguillebert à Marx, en passant par Quesnay, et qui mettent chaque fois deux aspects en lumière: le développement de l'idée et la liaison de cette idée, à chaque stade de son développement, avec la situation générale au XVIIe, XVIIIe et XIXe siècle.

Mais Marx n'est pas non plus le point final. Marx lui-même doit être actualisé. A ce propos, l'auteur a le grand mérite d'avoir éclairé les contributions des marxistes japonais (Shibata, Tsuru, Kosai, Kawakami, Nonomuru).

J. Nagels appartient au petit nombre de ceux qui, en Belgique, sont à même de le faire. Il possède une double formation : il connaît parfaitement les concepts marxistes et, avec ces concepts, il peut construire des « modèles » formulés mathématiquement. Nous le répétons : en Belgique il existe pas mal d'auteurs qui connaissent très bien les concepts économiques de Marx; d'autre part on y compte beaucoup de personnes possédant une formation académique et pouvant se servir des modèles économiques mathématiques; quelqu'un qui réunisse la connaissance de ces deux domaines est quasi unique en Belgique.

Dans mon livre « Néocapitalisme », j'ai souligné le fait que les tableaux « input-output » de Leontieff sont nés d'une vision marxiste et de la théorie de la planification en URSS. J. Nagels approfondit davantage cette idée, nous démontre en détail la filiation, nous démontre que Léontieff (comme l'écrivent les Américains) était à l'origine Leontiev.

Leontiev fut un collaborateur du GOSPLAN, l'institut d'Etat qui, avant 1923-24, établit une « balance de l'économie nationale » de l'URSS. Ce genre de travail fut interrompu durant des décennies en URSS et n'a été repris qu'à la fin des années 50. Depuis lors, on établit en URSS des « balances intersectorielles » qui se basent sur les tableaux d' « input-output » de Leontieff, mais plus étroitement apparentés aux analyses de Marx. Il est clair qu'en principe la valeur opérationnelle de ce genre de balances peut être infiniment plus grande dans une économie socialiste planifiée que dans une économie de marché capitaliste. Dans une économie capitaliste, la valeur opérationnelle des calculs d' « input-output » est fort minime, du fait qu'une économie capitaliste ne peut être planifiée que dans une mesure limitée. D'autre part, la valeur opérationnelle des « balances intersectorielles» restera aussi en URSS strictement limitée aussi longtemps qu'on n'y réussira pas à déterminer des prix répondant à leur valeur réelle, c'est-à-dire exprimant la quantité de travail (contenu dans chaque produit).

La filiation entre Marx, la balance d'économie nationale en URSS en 23-24, Leontieff, les tableaux d'« input-output », les balances intersectorielles en URSS, nous paraît prouvée.

Mais une question se pose néanmoins à ce sujet. N'était-il pas justifié d'insérer Keynes dans cette filiation? Car sa formule, Y=C+S, concerne également le cycle macro-économique du capital. Certes, Keynes n'a pas été inspiré directement par Marx; il en est arrivé à ses formules, indépendamment de Marx et dans un esprit étranger au marxisme. Néanmoins, il apparaît, en y regardant de plus près — et nous pensons l'avoir démontré — que dans le fond l'analyse de Keynes se rapproche de très près de celle de Marx. Certes, théoriquement, Keynes est un recul sur Marx et cela justifie peut-être son exclusion

de la filiation établie par J. Nagels. Dans les faits, la filiation devrait être double : 1. Marx... Keynes dans le monde capitaliste ; 2. Marx... Leontiev... économie planifiée dans le monde socialiste. Si nous avions à commander l'histoire, Leontiev n'aurait pas dû devenir Leontieff, car fondamentalement son œuvre se trouve dans la ligne de la planification économique socialiste. Pour autant que Leontieff s'est écarté de cette ligne, on peut dire que quelque chose a mal tourné dans l'édification socialiste. Mais, à vrai dire, nous n'avons pas à commander l'histoire...

Il va de soi qu'en analysant la reproduction du capital, de nombreux problèmes se posent.

Nous voudrions en examiner deux de plus près.

Primo, la question concernant le travail productif et non-productif. Dans une note en bas de page (p. 124) J. Nagels déclare qu'il laisse ce problème de côté. Nous sommes d'accord avec lui que les lois du fonctionnement du capital, comme elles ont été établies par Marx, ne sont pas mises en cause principiellement si on néglige le travail « non productif ». Néanmoins, contrairement à ce que la note en bas de page laisse supposer, le problème est posé dans les pages suivantes. Il est impossible qu'il en soit autrement. D'abord, il n'est pas exact que la production matérielle se fasse seulement et exclusivement dans la phase ... P ... du processus économique. La production matérielle se poursuit, est liée à des nombreuses activités de distribution. D'autant plus que la production non matérielle et non palpable, la production des services, a pris un essor énorme dans la société actuelle : organisation du marché du capital, activités de distribution. fonctions d'Etat, service en matière de consommation, enseignement, recherche scientifique, etc... Il ne peut être question de considérer toutes ces activités comme improductives. Nous pensons l'avoir prouvé assez clairement à l'époque.

Cela ne renverse pas principiellement les analyses de Marx, mais impose néanmoins un certain ajustement. Si l'on veut reprendre le processus global économique dans un modèle de la société, toutes les catégories de services, qui sont nécessaires au déroulement du processus économique, doivent y être reprises en tant que travail productif (1).

Deuxième problème : l'armement. Au moyen de quoi est-il payé ? Au moyen de la plus-value. Si on le voit ainsi, d'accord. C'est une valeur qui n'est pas insérée dans la consommation des travailleurs, mais qui toutefois est produite par les travailleurs. Mais de là à la présentation de J. Nagels, il y a un pas que nous ne sommes pas disposés à franchir.

A la page 189 il écrit : « les marxistes japonais Kawasaki et Nonomuru considèrent que la production d'armements est achetée par l'Etat à l'aide d'impôts prélevés uniquement sur la plus-value » ; à la page 191 il le dit encore plus formellement : l'armement est financé « à l'aide d'impôts prélevés uniquement sur les revenus des capitalistes » ; à la page 192 nous lisons : « Les impôts — qu'ils soient directs ou indirects — ... sont à considérer comme des portions de plus-value que la classe capitaliste transfère à l'Etat ». Nous partageons le point de vue, dit J. Nagels, des économistes janonais à l'encontre de l'opinion de R. Luxemburg.

Pour ce qui nous concerne, nous partageons le point de vue de R. Luxemburg, qui prétend que c'est la classe ouvrière principalement qui paie l'armement.

⁽¹⁾ Nous disons bien : toutes les activités, nécessaires au déroulement du processus économique, c'est-à-dire en excluant ces activités qui servent à sauvegarder la société capitaliste, la dictature de classe de la bourgeoisie, (une fonction très importante de l'Etat)

Un ordinateur ne peut opérer que sur les données qu'on lui fournit. Des formules mathématiques, en l'occurrence celles des marxistes japonais, sont élaborées à partir de données acceptées par ces gens mêmes comme point de départ. Je ne contrôle pas le résultat de ces formules mathématiques, je ne suis pas un économétriste. Mais je puis contrôler les données desquelles elles partent.

Nous sommes d'accord que l'armement est une valeur qui n'est pas transformée en produit de consommation pour les travailleurs, mais qui est bien produite par les travailleurs.

Nous nous excusons de l'argumentation assez développée qui suit. Admettons qu'il n'y ait pas d'armement, que la valeur des forces de travail soit 100, que ces forces de travail produisent une plus-value de 100. Admettons ensuite qu'il y ait armement, et que celui-ci s'élève à 2 $\frac{1}{2}$ % de la valeur produite : 2 $\frac{1}{2}$ % sur 200 = 5. On peut supposer que les capitalistes transfèrent à l'Etat 5 de leur revenu 100. Mais on peut tout aussi bien supposer que l'Etat, par exemple par des impôts indirects, prend 5 des 100 reçus par les ouvriers. Quand un tel impôt pour l'armement est institutionnalisé depuis des années, cela ne signifie pas seulement que le revenu de l'ouvrier est de 5 % inférieur à celui qu'il aurait été sans armement, cela signifie alors que la valeur de la force de travail elle-même est inférieure de 5 %. Nous ne pouvons oublier que la valeur de la force de travail est un produit historique de la civilisation tout entière. Dans cette « civilisation tout entière » les dépenses d'armement sont également un élément déterminant.

Résultat final :

- sans armement : valeur de la force de travail 100; plus-value aux capitalistes : 100;
- avec armement : valeur de la force de travail 95; plus-value aux capitalistes 100; frais d'armement à l'Etat 5.

Toute cette opération ne coûte pas un centime aux capitalistes.

Est-il démontré ainsi que l'armement est exclusivement à charge des ouvriers? Nullement. Théoriquement, ces 5 peuvent provenir ou bien exclusivement du capitaliste, ou bien exclusivement de l'ouvrier, ou bien, pour une partie, de l'un, et pour une partie, de l'autre. Ce qu'il en sera dans les faits dépend des rapports de force dans la lutte des classes.

Normalement les rapports de force se présentent d'une telle façon que la bourgeoisie est assez puissante pour mettre pratiquement toute la charge sur le dos de la classe ouvrière.

Cette polémique, qu'il n'y ait pas de malentendu là dessus, ne diminue en rien notre haute appréciation pour l'étude remarquable dont J. Nagels a enrichi la littérature marxiste dans notre pays.

Dat cellahori anz « Caltiers Marristes »

Auteur-éditeur responsable et correspondance